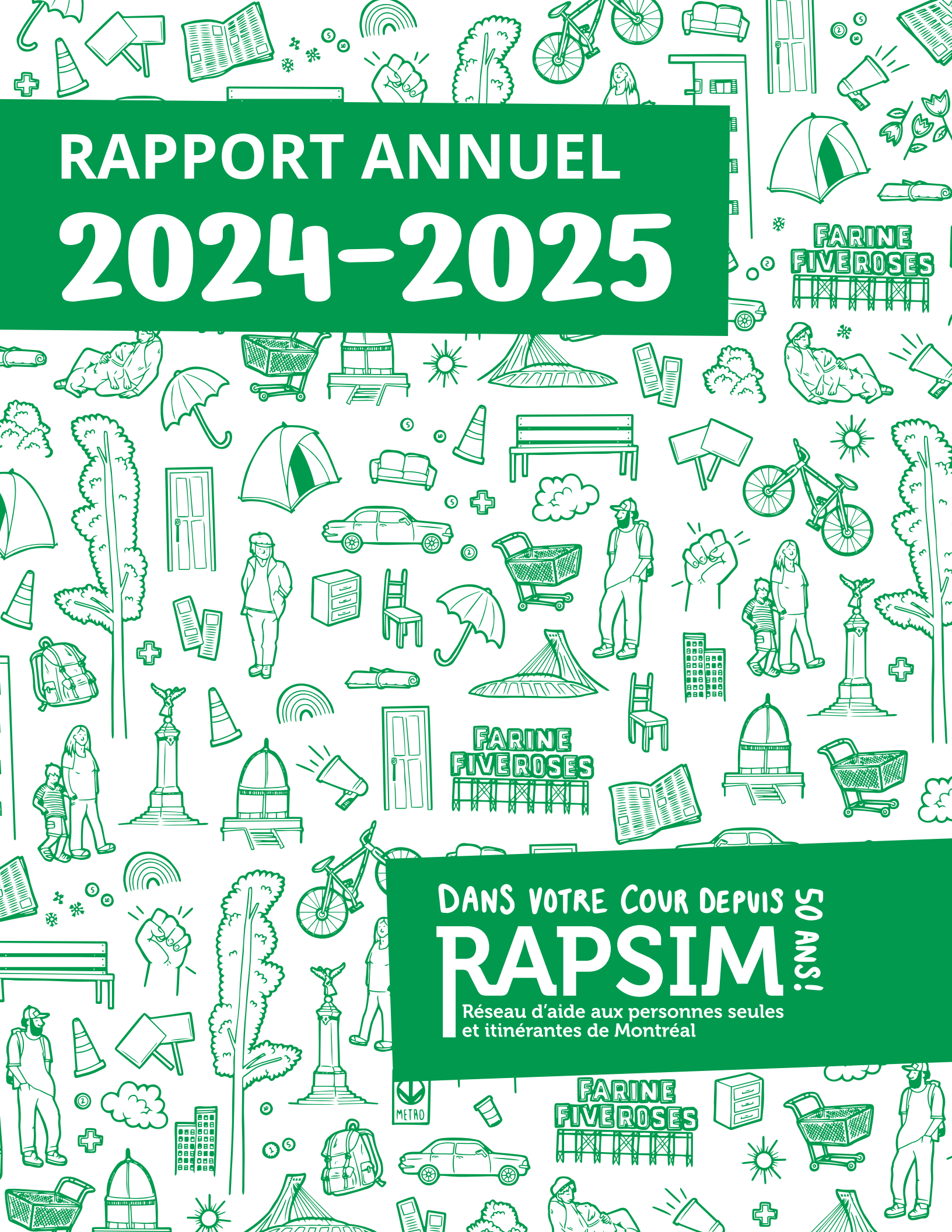




RAPPORT ANNUEL 2024-2025

DANS VOTRE COUR DEPUIS 50 ANS!
RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal



www.rapsim.org

Rédaction : L'équipe du RAPSIM

Conception graphique : Samuel Alexis Communications

Photos : © RAPSIM

En 2024-2025, le RAPSIM était membre de :



TABLE DES MATIÈRES

**Mot de la présidence
du Conseil d'administration..... 04**

Régie interne 05

Représentation politique 08

Vie associative..... 14

Concertation..... 34

Communications 49

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Notre réseau s'est construit sur la conviction que le droit à la dignité et à l'inclusion sociale des personnes en situation d'itinérance est fondamental. Aujourd'hui, ce droit est mis à rude épreuve. L'année 24-25, marquée par la 50e année d'existence de notre regroupement, démontre encore une fois à quel point nos solidarités sont plus que jamais nécessaires.

Dans une conjoncture politique marquée par un recul du soutien aux causes sociales, et alors que Montréal constate l'ampleur du phénomène de l'itinérance, la solidarité prend tout son sens. Elle s'exprime dans chaque action, chaque prise de parole, chaque mobilisation pour défendre les droits des personnes auprès de qui nous travaillons.

Face à l'indifférence sociale, au « pas dans ma cour » ou encore aux politiques répressives mises en place par nos pouvoirs publics, nos membres, notre équipe et nos alliés font preuve d'un acharnement remarquable. Ils tiennent bon, malgré le contexte, pour maintenir les réponses, le soutien et l'accompagnement auprès des personnes les plus marginalisées.

Nous ne lâcherons rien. Car chacune de nos actions, aussi petite soit-elle, est un pas de plus vers une société plus juste. Cette année anniversaire est aussi un rappel : notre solidarité est une force collective. Elle continuera d'alimenter les combats nécessaires, afin que personne ne soit laissé de côté. Et si plusieurs combats sont à mener encore dans l'année à venir, je sais que le RAPSIM peut compter sur une équipe dévouée qui écoute et tente par tous les moyens de représenter de la manière la plus juste possible la voix de ses membres.

*Sébastien Lanouette,
président du CA du RAPSIM*



RÉGIE INTERNE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le RAPSIM a pu compter sur la diligence et l'engagement des membres de son Conseil d'administration. En plus des neuf réunions ordinaires tenues au cours de l'année, les administrateur·rices se sont activement impliqués·es dans divers comités de travail, en appui à la direction, et ont su se rendre disponibles pour soutenir l'équipe dans la mise en œuvre de nombreuses actions. Les membres du Conseil ont également participé à des rencontres politiques. Leur engagement constitue une richesse inestimable pour le RAPSIM et témoigne de la solidité et de la vitalité de notre Réseau.

9 assemblées du conseil d'administration

900 heures d'implication des administrateur·rices dans les dossiers et actions du RAPSIM

Au 31 mars 2025, le conseil d'administration du RAPSIM était formé de :

Sébastien Lanouette, président
Ressources jeunesse Saint-Laurent (RJSL)

Marie-Noëlle L'Espérance, vice-présidente
Dans la rue

Line St-Amour, secrétaire
Plein milieu

Mireille Roy, trésorière
La Maison Marguerite

Robert Brunet, administrateur
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (ADDS-MM)

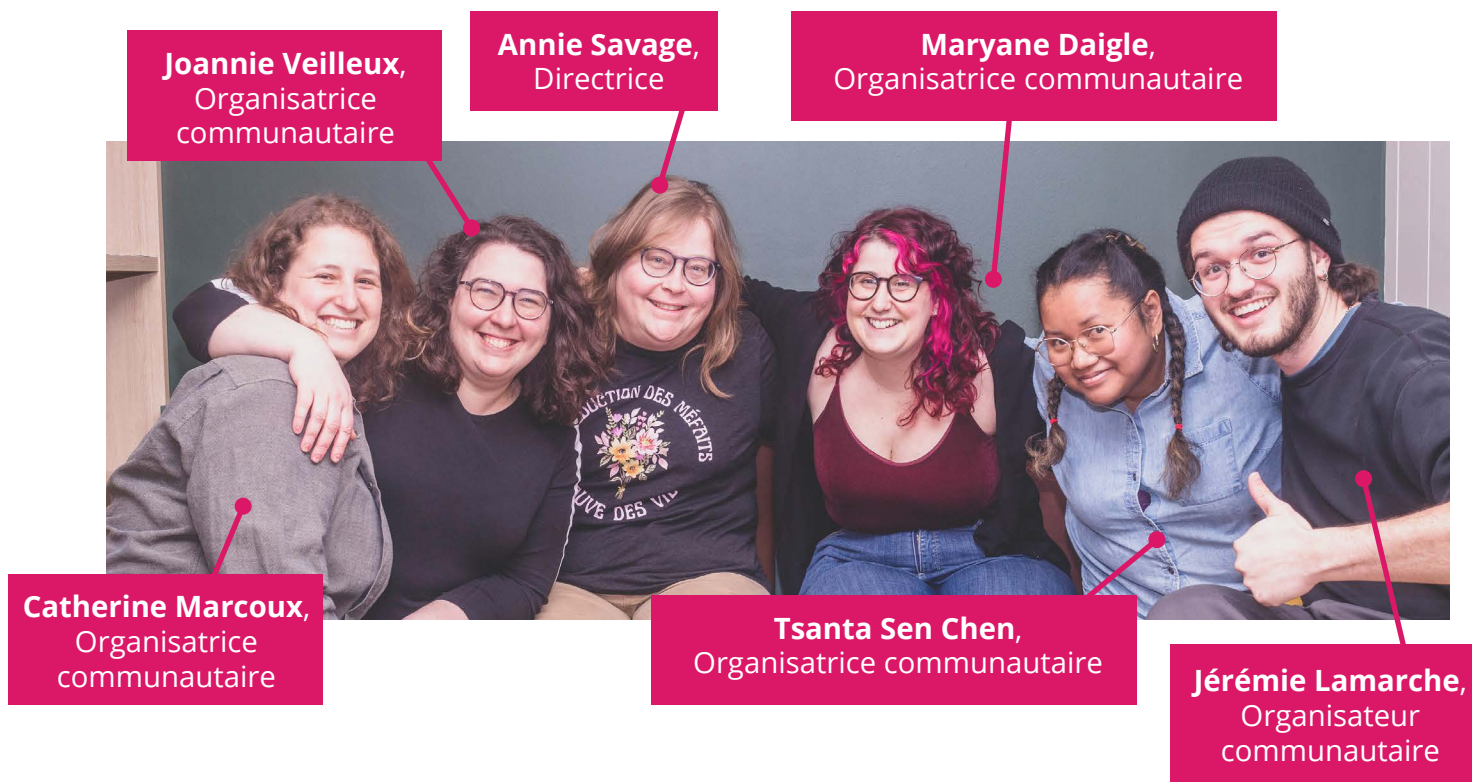
Diane Dupuis, administratrice
Action Autonomie

Alexandra Pontbriand, administratrice
Spectre de rue

Tania Charron, administratrice
AJOI | Ricochet (Hébergement · Homes)

Mélissa Duclos, administratrice
Ma Chambre inc.

ÉQUIPE DU RAPSIM



STAGIAIRES

Stagiaires du baccalauréat en travail social de l'UQAM

Cette année encore, nous avons accueilli quatre stagiaires du baccalauréat en travail social de l'UQAM, dans le cadre du cours *Initiation à l'action collective*. Leur projet de stage a consisté à rédiger un document d'information destiné aux membres du RAPSIM sur la Coalition Defund la police, en vue d'un positionnement collectif lors de l'assemblée générale annuelle de 2025.

Stagiaire à la maîtrise en travail social de l'UdeM

Depuis novembre 2024, nous offrons un milieu de stage à Julie Stéphanie Normandin, étudiante à la maîtrise en travail social à l'Université de Montréal. Son projet vise à offrir un accompagnement de proximité aux partenaires humains et animaux vivant en situation d'instabilité résidentielle ou d'itinérance, afin de soutenir et préserver le lien humain-animal.

Stagiaire à la maîtrise en santé publique de l'École de Santé publique de l'UdeM

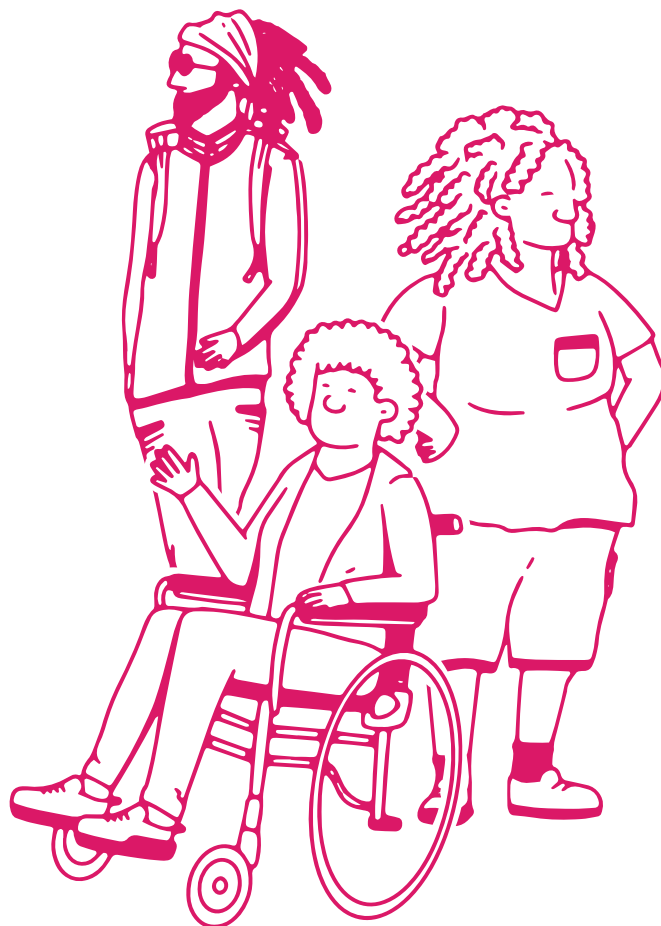
Depuis janvier 2025, le RAPSIM accueille Fabrice Fils-Aimé dans le cadre de son stage de maîtrise en systèmes et politiques de santé publique à l'École de santé publique de l'Université de Montréal. Son projet porte sur la participation des personnes ayant un vécu en situation d'itinérance à la consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur l'itinérance et la cohabitation, tenue en février 2025.

MISSION DU RAPSIM

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est le regroupement communautaire montréalais en itinérance. Il est d'ailleurs la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Depuis 1974, il défend les droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il regroupe une centaine d'organismes qui travaillent auprès de ces populations : ressources d'hébergement, centres de jour et de soir, logements sociaux avec soutien communautaire ainsi que diverses ressources actives en travail de rue et de milieu, en santé mentale, en réduction des méfaits, en insertion socioprofessionnelle et en aide alimentaire. Son action s'appuie sur une équipe de travail ainsi qu'un conseil d'administration engagé. Elle est alimentée, de façon continue, des expériences et réflexions de ses membres. Les interventions du RAPSIM interpellent les trois paliers gouvernementaux.

Nos priorités stratégiques et revendications transversales

Les priorités stratégiques 2022-2025, identifiées par les membres, ont guidé nos actions tout au long de l'année, tout comme notre cahier des positions, qui se veut un outil de référence pour les membres, le conseil d'administration et l'équipe de la permanence. Ce dernier facilite la prise de décision et oriente nos actions ainsi que nos représentations au quotidien.



REPRÉSENTATION POLITIQUE

IMPLICATIONS AU SEIN DES INSTANCES RÉGIONALES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (SSS)

Comité de liaison sur le partenariat entre le réseau de la santé et les services sociaux et le milieu communautaire

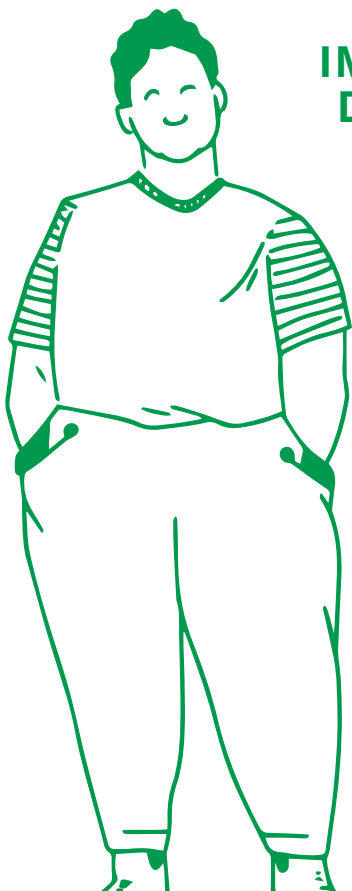
Cette instance est sous la responsabilité de la Directrice adjointe des partenariats urbains, de la Direction des services généraux et des partenariats urbains du CIUSSS Centre-Sud (CCSMTL). Les responsables du Service régional des activités communautaires et de l'itinérance animent les rencontres.

Comité régional de soutien communautaire en logement social et communautaire (SCLSC)

Ce comité intersectoriel est aviseur et sous la présidence du Service régional. Il a comme mandat d'assurer le suivi de l'implantation du Cadre de référence sur le SCLSC à Montréal. Il assure notamment la concertation entre différents partenaires concernés par la consolidation et le développement à Montréal pour les clientèles ayant des besoins particuliers et favorise la connaissance des besoins et l'identification des priorités régionales.

IMPLICATIONS DANS LES TRAVAUX LIÉS AU DÉPLOIEMENT ET AU SUIVI DU PLAN CONCERTÉ MONTRÉLAIS EN ITINÉRANCE 2021-2026 - S'UNIR DANS L'ACTION

Les travaux des comités ont pour la plupart été inactifs en 2024-2025. Néanmoins, pour le groupe de travail sur l'itinérance des personnes réfugiées et demandeuses d'asile et celui pour la mise en place du comité consultatif personnes avec vécu expérientiel, les travaux ont continué.



Voici les comités de la gouverne régionale en itinérance dans lesquels le RAPSIM est impliqué :

- Comité de coordination - Trois rencontres du comité et trois rencontres de préparation (Sous comité secrétariat du Comité de coordination)
- Comité régional d'analyse (lors d'appels à projets) - 10 rencontres, 20 heures d'analyse de dossiers
- Comité hébergement- logement - Une rencontre
- Groupe de travail pour les personnes réfugiées et demandeuses d'asile en situation d'itinérance - Trois rencontres et 14 heures de concertation, de rédaction et de lecture de documents.
- Groupe de travail pour la mise en place du comité consultatif personnes avec vécu expérientiel - Quatre rencontres et plus de 24 heures de concertation, de rédaction et de lecture de documents.
- Groupe de travail-SHU - Une rencontre
- Groupe de travail -SRA - Une rencontre
- Groupe de travail- Prévention perte de logement - Une rencontre
- Comité Éducation, insertion, revenu - Deux rencontres

Aucune rencontre ne s'est tenue pour ces comités :

- Comité consultatif Femmes
- Comité Santé et Services Sociaux
- Comité cohabitation sociale et enjeux de judiciarisation
- Comité Vers un chez soi (VCS)
- Comité de pilotage sur l'accès coordonné

NOS ACTIONS AUPRÈS DU PALIER MUNICIPAL

Robert Beaudry, élu responsable de l'itinérance

Tout au long de l'année, le RAPSIM a tenu plusieurs rencontres ponctuelles avec Robert Beaudry, l'élu responsable du dossier de l'itinérance à la Ville de Montréal. Divers sujets ont été abordés lors de ces échanges, notamment : les démantèlements de campements, les mesures hivernales, les consultations de l'OCPM, les habitations modulaires, SIRCO, COHAB, les travaux sur la réglementation municipale, ainsi que le financement du milieu communautaire.

Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)

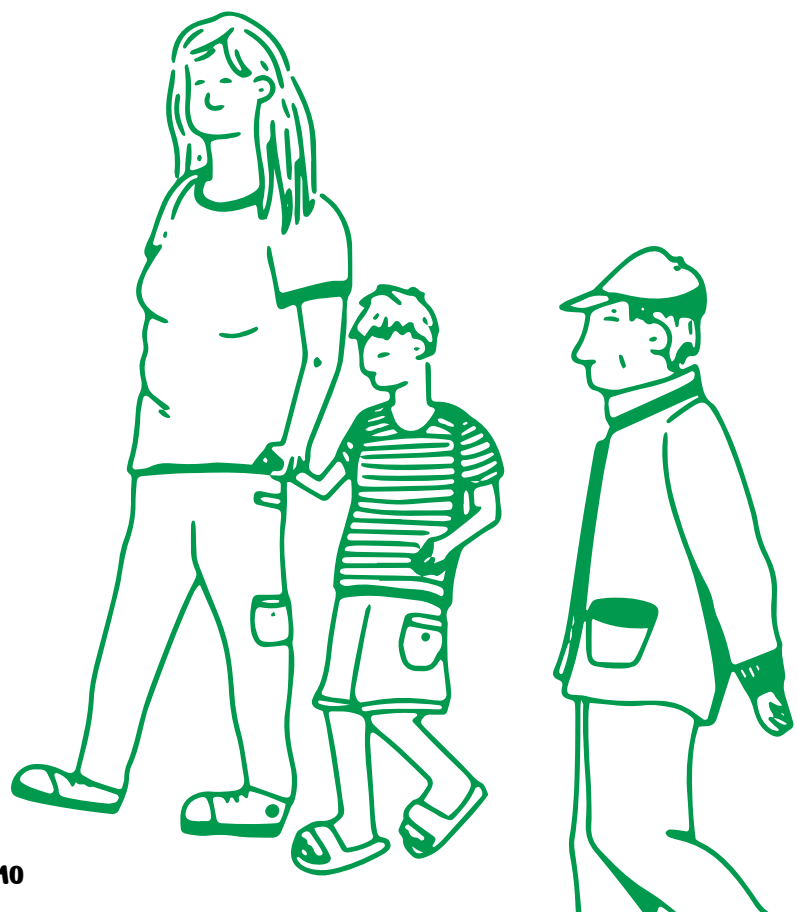
Le RAPSIM a participé aux rencontres du Comité stratégique de cohabitation urbaine, mis sur pied cette année à l'initiative du SPVM. Cette instance à portée régionale regroupe divers acteurs, dont la santé publique, le SPVM et des groupes communautaires. Elle offre au RAPSIM un espace pour faire remonter les constats du terrain qui préoccupent ses membres et qui impliquent directement le SPVM.

Situations de non-assistance du SPVM dans en hébergement/logement transitoire

En février 2025, des policiers du poste de quartier 38 ont refusé de prêter assistance au personnel d'une ressource d'hébergement pour femmes, invoquant un avis juridique émis par leur contentieux. Plusieurs mois auparavant, un organisme offrant du logement transitoire sur le territoire du PDQ 22 avait vécu une situation similaire.

Selon cet avis juridique, les ressources offrant de l'hébergement court, moyen ou long terme auraient avec les personnes hébergées des « contrats innommés ». Le respect de ces ententes relèverait du Code civil du Québec, et non du Code criminel, ce qui, toujours selon l'interprétation du SPVM, limiterait la possibilité d'intervention policière sans l'émission d'un bref judiciaire. Bien que cet avis ne modifie en rien la loi ni les responsabilités légales des policiers, il semble appuyer un changement dans l'application des pratiques, en particulier dans certains postes de quartier.

Ces situations de non-assistance policière affectent gravement le sentiment de sécurité des équipes de travail et des personnes hébergées dans les ressources. Le RAPSIM considère que l'interprétation juridique et l'application qui en découle sont préjudiciables pour les organismes, les intervenant·es et les personnes en situation d'itinérance.



Dans ce contexte, le RAPSIM a amorcé des démarches afin de mieux comprendre les enjeux juridiques que soulève cet avis. Nous avons rencontré et informé plusieurs partenaires, dont le Service régional de l'itinérance et le RIOCM, sur l'existence et les conséquences de cette interprétation. Par ailleurs, une demande de rencontre avec le SPVM a été formulée afin d'échanger directement sur le contenu de cet avis juridique. Au moment de rédiger ces lignes, la date de rencontre reste à confirmer par le SPVM.

Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)

Dans le cadre du déploiement d'ÉMMIS sur l'ensemble du territoire montréalais, le RAPSIM a poursuivi ses rencontres ponctuelles avec Ariane Lanoue, chargée d'expertise et de pratique principale – ÉMMIS, au sein de la Division Prévention, Médiation et Intervention Sociale (PREMIS). Le RAPSIM a également pris part aux trois rencontres du Comité des partenaires régionaux ÉMMIS.

Service de l'habitation

Le RAPSIM maintient ses liens avec le Service de l'habitation de la Ville de Montréal par l'entremise de rencontres ponctuelles avec Sophie Renaud, conseillère en développement de l'habitation à la Division Stratégies et Politiques. Au cours de l'année 2024-2025, trois rencontres ont eu lieu, portant principalement sur les enjeux liés aux maisons de chambres — notamment le suivi des politiques municipales, les mécanismes d'acquisition tels que le droit de préemption, et les modalités de mise en gestion. Les discussions ont également porté sur les programmes de supplément au loyer (PSL) et le développement de logements sociaux à Montréal.

STM

Plusieurs rencontres se sont tenues entre le RAPSIM, la présidence et le personnel de la STM au cours de l'année. Les sujets abordés comprenaient : la présentation du bilan du plan des mesures hivernales portant sur la prévention des comportements à risque, les mesures de sécurité dans le métro, les mesures répressives à l'égard des personnes en situation d'itinérance, la présentation du mémoire de la STM dans le cadre de la consultation publique sur l'itinérance et la cohabitation sociale, ainsi que le suivi et les effets de la directive anti-flânage.



Commission Itinérance et cohabitation sociale à Montréal de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM)

Dans le cadre de la commission sur l'itinérance menée par l'OCPM, dont le mandat, confié par la Ville, était de consulter la population sur « les conditions de succès pour assurer la cohabitation sociale et une intégration harmonieuse des ressources destinées aux personnes en situation d'itinérance dans les quartiers de la métropole », le RAPSIM s'est mobilisé de différentes manières :

- Informer et consulter les membres ainsi que les personnes premières concernées afin d'assurer une participation active du milieu.

- Organisation d'une Journée de réflexion sur la consultation publique de l'OCPM, réunissant les membres du RAPSIM et des partenaires communautaires alliés, le 22 novembre 2024 au Centre de loisirs communautaire Sainte-Catherine de l'Alexandrie (voir la section « Assemblées, événements et autres comités du RAPSIM » pour plus de détails).
- Diffusion de l'information et mobilisation des membres via le Réseau-Info, le Babillard et le site web.
- Allocation d'un budget dédié à la rémunération des personnes premières concernées participant à la consultation.
- Participation du RAPSIM aux conversations citoyennes ainsi qu'à la séance d'information et de questions-réponses de la commission.
- Dépôt d'un mémoire.
- Organisation d'un rassemblement de solidarité et d'une conférence de presse le 17 février 2025, premier jour des auditions de la commission.
- Présentation d'une audition devant les commissaires.
- Documentation de la participation des organismes communautaires en itinérance et de nos alliés-es, en valorisant leur contribution à la consultation via une page de notre site web dédiée à la commission de l'OCPM.



- Tenue d'une campagne d'appartenance intitulée : En itinérance, fier-ères d'agir ensemble !



NOS ACTIONS AUPRÈS DU PALIER PROVINCIAL

Rencontres statutaires ou ponctuelles avec des ministres, député-es montréalais-e ou responsables de dossiers

Andréanne Lajoie, conseillère politique au Cabinet du ministre responsable des Services sociaux : Des rencontres statutaires régulières ont été tenues avec la conseillère du Ministre Carmant permettant à la fois de faire remonter des constats terrains et de clarifier les informations reçues quant aux orientations des financements et la manière dont ceux-ci descendent régionalement.

France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation

Guillaume Cliche-Rivard, député de Saint-Henri-Sainte-Anne et porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de lutte contre l'itinérance : Dans la dernière année, nous avons rencontré Guillaume Cliche-Rivard et son équipe à plusieurs reprises afin de les sensibiliser sur les enjeux du milieu communautaire et des personnes en situation d'itinérance à Montréal. Nous avons constaté que les rencontres tenues ont teintées certaines prises de paroles de l'élus à l'assemblée nationale et en point de presse.

Manon Massé, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques

NOS ACTIONS AUPRÈS DU PALIER FÉDÉRAL

Collaboration avec le bureau de la Défenseure fédérale du logement

Le RAPSIM, avec plusieurs autres regroupements canadiens, a participé à une rencontre de discussion organisée par le bureau de la Défenseure fédérale du logement portant sur les bonnes pratiques qui favorisent l'engagement significatif des personnes vivant en campement.

AUTRES ACTIONS DE REPRÉSENTATIONS POLITIQUES

Lettre aux ministres Carmant, Biron et Bonnardel ainsi qu'à tous les députés provinciaux montréalais pour dénoncer une motion votée à l'unanimité contraire à l'ACA et à l'approche de réduction des méfaits. Suites à cette lettre nous avons eu des rencontres avec Manon Massé, Guillaume Cliche-Rivard et Andréanne Lajoie.

Le RAPSIM a appuyé la rédaction de la lettre « Éviction même pour les organismes en itinérance » une initiative d'organismes porteurs de projets d'hébergement d'urgence à MTL. Cette lettre dénonçant la fermeture passée ou imminente de places en SHU à Montréal ainsi que les nombreux freins que vivent les organismes a été envoyée au Premier Ministre, au ministre Carmant, Dubé et Duranceau, aux portes-paroles des groupes d'opposition en matière d'itinérance, ainsi qu'aux Élus montréalais concernés.

VIE ASSOCIATIVE

NOS MEMBRES

Le RAPSIM compte 88 organismes membres réguliers et 6 organismes membres associés pour un total de 94 membres au 31 mars 2025

- Action Autonomie
- Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)
- À deux mains/Head & Hands
- L'amour en action (AEASD)
- Anonyme (L')
- Antre-jeunes de Mercier-Est (L')
- ASFQ*
- Arrêt-Source
- Association Bénévole Amitié
- Association Logement Amitié
- ADDS-MM
- Atelier Habitation Montréal
- ACSO
- Auberge du coeur le Tournant
- Auberge Madeleine
- Avenue hébergement communautaire
- Bâtir son quartier*
- Bureau de consultation jeunesse (BCJ)
- CACTUS Montréal
- Carrefour familial Hochelaga
- CAPAHC
- Centre communautaire Petite-Côte
- Centre de jour St-James
- CPSM
- Centre de soir Denise-Massé
- Chambreclerc
- Chez Doris
- Cirque Hors Piste
- Clinique Droits Devant
- Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+
- Comité BAILS
- Comité logement du Plateau Mont-Royal
- Comité social Centre-Sud
- Dans la rue
- Dîners St-Louis
- Diogène
- Dopamine
- En Marge 12-17
- Escale Famille Le Triolet
- Exeko
- Face à face
- Le Foyer
- GEIPSI
- Groupe Information Travail (GIT)
- Groupe Paradoxe*
- RESAC
- Habitations L'Escalier
- Info alimentaire populaire Centre-Sud

- Itinéraire (Groupe communautaire L')*
- Logifem
- Logis Phare
- Logis Rose-Virginie
- Ma Chambre inc.
- Maison Benoit Labre
- Maison des Amis du Plateau Mont-Royal
- Maisons de l'Ancre
- Maison d'Hérelle
- Maison L'Exode
- Maison Grise de Montréal
- Maison Lucien L'Allier
- Maison Marguerite
- Maison St-Dominique
- Maison Tangente
- Marie Debout
- Médecins du Monde — Montréal*
- Méta d'Âme
- Œuvres de St-Jacques
- PACT de Rue
- PAS de la rue
- Passages
- PIAMP
- Plein Milieu
- PCEIM
- Projet Autochtones du Québec (PAQ)
- Projet Genèse
- RAP Jeunesse
- Refuge des Jeunes de Montréal
- Réseau Habitation Femmes (RHF)
- RJSL
- REZO
- RICOCHET Hébergement – Homes
- Rue des Femmes
- Sac à Dos
- Service d'hébergement St-Denis
- Société John Howard
- Spectre de rue
- Stella
- Sidalys
- TRAC
- Valoristes*
- Vilavi
- Villa Exprès pour toi
- Y des femmes de Montréal
- YMCA — Premier Arrêt et Dialogue



SUIVI DES CHANTIERS DU PLAN D'ACTION 2022-2025 DU RAPSIM

Identifier les stratégies et mettre en place les pratiques permettant l'intégration de l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) dans l'ensemble des sphères du RAPSIM

Le 28 novembre 2024, dans le cadre des 4es États généraux de l'itinérance, le RAPSIM a présenté son projet *Quand une porte ouverte n'est pas assez*. (voir la section « États généraux de l'itinérance » pour plus de détails).

Dans le cadre du 50e anniversaire du RAPSIM, nous avons réalisé trois épisodes d'un balado, dont un portant sur les itinérances des femmes. (voir la section « 50e anniversaire du RAPSIM » pour plus de détails).

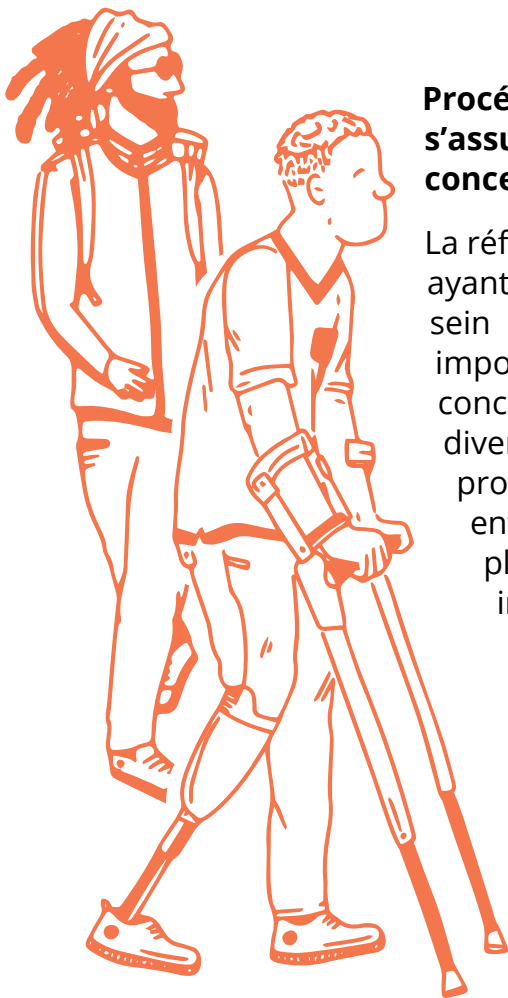
Depuis près de trois ans, nous nous engageons à sensibiliser sur les enjeux liés aux femmes en situation d'itinérance à l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. Cette année, nous avons rédigé un texte accompagné de deux vignettes illustrant l'invisibilisation des femmes en situation d'itinérance, notamment lors des dénombrements, le prochain étant prévu le 15 avril 2025. Cette publication a largement circulé et a été relayée par plusieurs organismes communautaires, qui ont souligné l'importance de reconnaître que des progrès restent à faire pour répondre aux besoins spécifiques des femmes vulnérables.

Nos membres et partenaires sollicitent de plus en plus notre expertise sur l'ADS+ (analyse différenciée selon les sexes et les genres), la présence des femmes dans les ressources mixtes, ainsi que l'inclusion des personnes trans et non-binaires. Nous avons notamment rédigé une lettre de recommandation pour soutenir un projet de Femmes du monde à Côte-des-Neiges intitulé « Itinérance cachée, réalité éclairée », qui vise à mieux faire connaître et répondre à l'itinérance invisible dans ce quartier.

Par ailleurs, sur recommandation de la chercheuse Céline Bellot, nous participons au comité aviseur du projet Parcours apprentissage patient (PAP) du Centre d'Excellence patient partenaire, dont l'objectif est d'identifier les ressources, connaissances et compétences nécessaires pour aider les femmes à mieux naviguer dans le réseau de santé.

Nous avons également intégré le Groupe de travail « prévention de l'itinérance auprès des communautés bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queer et autres personnes de genres et sexualités diverses au Québec » du Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance (CQPI).

Enfin, nous avons présenté un court état des lieux des actions en cours à Montréal en matière de réponses aux besoins des personnes LGBTQ+ en situation d'itinérance, lors du panel « Prévention et accès aux soins : défis d'aujourd'hui, solutions de demain », dans le cadre du Sommet montréalais d'action pour la santé des hommes ayant des relations sexuelles ou amoureuses avec d'autres hommes (SMASH).



Procéder à une réflexion sur les espaces de participation et s'assurer de leur mise en place pour les personnes premières concernées dans les différentes sphères du RAPSIM

La réflexion sur les espaces de participation offerts aux personnes ayant un savoir expérientiel s'est poursuivie cette année au sein du RAPSIM. Depuis sa création, le RAPSIM accorde une importance particulière à la participation citoyenne des personnes concernées. Cette préoccupation s'est traduite, au fil des ans, par diverses initiatives, notamment des actions collectives visant à promouvoir l'exercice du droit de vote. Cependant, l'exercice entamé récemment — soit une réflexion en profondeur sur la place réelle des personnes concernées au sein même de nos instances et mécanismes internes — représente une première pour le RAPSIM.

Ce processus, qui se poursuivra au cours de la prochaine année, mènera à la rédaction d'un rapport sur les espaces de participation des personnes ayant un savoir expérientiel dans les différentes sphères de l'organisation. Ce rapport sera accompagné d'une politique interne visant à renforcer l'inclusion et à améliorer nos pratiques actuelles en la matière.

Par ailleurs, en prévision des élections fédérales, le RAPSIM a tenu une rencontre avec l'ADDS-MM, Spectre de Rue et TAPAJ Québec afin de réfléchir collectivement à une stratégie de mobilisation favorisant la participation électorale des personnes en situation d'itinérance. Le groupe de travail est convaincu que les TAPAJeurs peuvent jouer un rôle significatif dans cette mobilisation — une façon concrète de reconnaître et de valoriser leur savoir expérientiel.

Créer des espaces d'échanges et de formations sur des thématiques identifiées par les membres

Depuis deux ans, le RAPSIM travaille activement au développement d'espaces d'échanges et de formations, dans le but de soutenir les membres dans leur travail quotidien. Ces espaces visent à favoriser le renforcement des compétences, le partage d'expériences et le réseautage entre les organismes œuvrant en itinérance à Montréal.

Parmi les initiatives mises en place, le RAPSIM a organisé des webinaires, des midi-discussions ainsi qu'un calendrier structuré de formations, conçu en fonction des besoins exprimés par les membres.

En 2024-2025, ce sont 11 formations qui ont été offertes. Grâce à un financement ponctuel issu d'une mesure du Plan d'action interministériel, ces formations ont pu être proposées gratuitement à l'ensemble des organismes communautaires en itinérance de Montréal.

Les formations, conçues par et pour les organismes membres ou leurs partenaires, ont rejoint plus de 180 participant·es, incluant des intervenant·es, des gestionnaires ainsi que des pairs aidant·es.

Voici les différentes formations qui ont été offertes cette année :

- Troubles d'accumulation compulsive (TAC)
- Autorisation judiciaire de soins et d'hébergement
- La Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSSS)
- Garde en établissement : Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (P-38.001)
- Démystifier l'autorisation judiciaire de soins (AJS)
- Droits des personnes en soins de santé et consentement aux soins
- Itinérance et déficience intellectuelle
- Identité trans et non-binaire
- Allier autorité et empathie : formation de base en intervention
- Intervention en situation de crise
- Le phénomène des Gangs de rue

Ces formations témoignent de l'engagement du RAPSIM à offrir des outils concrets et accessibles pour soutenir les pratiques communautaires, en réponse aux enjeux rencontrés sur le terrain.

En complément du calendrier de formation, un partenariat a été établi avec le Centre de prévention du suicide de Montréal (CPSM) afin d'offrir gratuitement le module de formation spécifique « Suicide et itinérance ». Ce module s'adresse aux organismes en itinérance de Montréal ayant déjà complété la formation de base en prévention du suicide. Grâce au même financement ponctuel du Plan d'action interministériel, cette formation ciblée a pu être offerte sans frais, et quatre organismes en ont déjà bénéficié jusqu'à maintenant. Ce partenariat permet de renforcer la capacité d'intervention des équipes face à une réalité particulièrement sensible et présente dans le milieu de l'itinérance.

Autres espaces d'échange et de formation mis en place par le RAPSIM

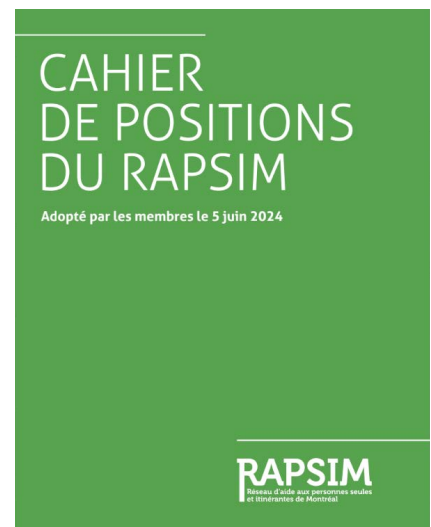
- Groupe d'échanges sur le Pas dans ma cour avec les membres, 22 et 23 juillet 2024
- Présentation du projet de loi 71 : Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale, 27 septembre 2024
- Midi-discussion « digère ton budget » pour analyser le budget provincial et mieux comprendre les mesures qui auront un impact sur les mailles de notre filet social, avec les regroupements communautaires montréalais, 25 mars 2025

Actualiser, consolider et développer les positions du RAPSIM

Dans le cadre des consultations menant à notre Planification stratégique 2022-2025, les membres ont exprimé le souhait qu'un travail soit mené pour « actualiser, consolider et développer les positions du RAPSIM ». L'objectif : se doter d'un outil de compréhension commune des prises de position du regroupement, tout en préservant la mémoire organisationnelle, tant pour les membres de longue date que pour les nouveaux.

Conformément à son plan d'action, le Conseil d'administration du RAPSIM a tenu, le 4 avril 2024, une Assemblée générale extraordinaire (AGE) consacrée au Cahier des positions. Lors de cette journée, les membres ont été invités à commenter et à enrichir la première version du document, envoyée au préalable. Cette démarche, qualifiée d'inspirante par plusieurs participant·es, a permis de revisiter l'histoire du RAPSIM et de mieux comprendre l'origine de ses principes et valeurs fondatrices.

Le cahier des positions a été adopté officiellement à l'Assemblée générale annuelle du 5 juin 2024.





JUDICIARISATION ET DROIT DE CITÉ

Le RAPSIM défend depuis toujours le droit pour toute personne, quelle que soit sa situation, de vivre pleinement et dignement dans la ville. Le droit de cité, c'est bien plus que le simple droit d'exister dans l'espace urbain : c'est le droit d'être reconnu·e comme un·e citoyen·ne à part entière, d'avoir accès aux services, aux espaces publics, à la culture, ainsi qu'à la participation sociale et politique.

Dans un contexte où les inégalités urbaines se creusent et où l'exclusion prend de nouvelles formes — notamment à travers l'apparition de mesures ou techniques de répression des actes de survie (comme le recours accru à des firmes de sécurité privées) —, le RAPSIM renforce ses efforts pour revendiquer une ville inclusive, solidaire et équitable, où chacun·e a pleinement sa place.

Campements

Un des dossiers majeurs qui a mobilisé le RAPSIM cette année est celui des campements. Dans un contexte marqué

par la multiplication des démantèlements à travers Montréal, le RAPSIM a organisé une “Action Campement” pendant trois jours et deux nuits, du 30 avril au 2 mai 2024, au Square Victoria, pour demander à la Ville de Montréal un moratoire immédiat sur les démantèlements.

Une conférence de presse a été tenue lors de la deuxième journée pour porter publiquement cette revendication. En parallèle, une campagne de collecte de signatures en appui à une Déclaration pour un moratoire a été lancée en ligne et sur place, via un formulaire papier. En seulement trois jours, environ 1500 signatures ont été récoltées. Ce nombre n'a cessé d'augmenter par la suite, notamment lors du démantèlement du campement Notre-Dame, pour atteindre aujourd'hui plus de 4850 signataires.

Lors de ce démantèlement particulièrement médiatisé, un comité ad hoc informel s'est formé pour coordonner une mobilisation commune. Grâce à l'implication de la Clinique Juridique Itinérante (CJI), un sursis exécutoire a été obtenu, permettant de gagner du temps pour identifier des solutions de relogement pour les campeur·euses touché·es.

Conférence de presse Action campement
- 1er mai 2024



Conférence de presse
Démantèlement Notre Dame

Le RAPSIM a tenu une conférence de presse conjointe avec l'AQPSUD, Dopamine, la Clinique Droits Devant, la TOMS et OBM pour dénoncer le démantèlement et réitérer sa demande d'un moratoire à la Ville, le 20 novembre 2024. Le 2 décembre 2024, lors du démantèlement effectif, le RAPSIM était présent sur place afin d'exprimer sa solidarité envers les personnes visées par ces mesures répressives, dans un geste symbolique fort.

Au mois de janvier 2025, le RAPSIM a également réagi au Rapport des échanges du comité ad hoc sur les enjeux et besoins des personnes qui n'accèdent pas à l'hébergement / au logement. Pour rappel, ce comité de travail a été mis en place par la ville afin de discuter des enjeux des campements et des démantèlements. Malgré des recommandations fort intéressantes proposées par le comité, en citant même le Rapport de la défenseure fédérale du logement, la Ville continue à garder le statu quo pour les démantèlements.

Comité Opération Droits Devant du RAPSIM (ODD)

16 groupes membres participants
provenant de 7 quartiers de Montréal

Cette année, le comité qui s'est réuni à deux reprises a été particulièrement mobilisé autour du dossier du définancement de la police et de l'éventualité pour le RAPSIM d'appuyer ou non leurs revendications et joindre à titre de membres la Coalition Defund la police.

À la suite de l'Assemblée générale annuelle de 2024, la permanence du RAPSIM a été mandatée pour élaborer un document d'information destiné aux membres, afin de les outiller dans leur réflexion.

Un sondage a d'abord été envoyé aux membres afin de recueillir leurs besoins en information ainsi que leurs pistes de réflexion. Les réponses reçues ont permis d'identifier les grands axes à aborder dans le document d'information.

Le 19 mars 2025, des membres de la Coalition Defund la police ont été rencontrés. Les échanges issus de cette discussion ont enrichi le contenu du document d'information envoyé aux membres en version complète et en Faits saillants, et qui comprend notamment une présentation du mouvement, ses objectifs, ses actions, ainsi que les liens entre définancement de la police et enjeux d'itinérance.

Ligue des droits et libertés (LDL)

Deux rencontres du Comité police et mécanismes de surveillance policière, huit rencontres spécifiques sur les révisions des règlements municipaux

Abandon de la révision des règlements municipaux: un recul dénoncé: Pour rappel, en 2017, à la suite du Rapport de la consultation publique sur la lutte aux profilages social et racial, le comité exécutif de la Ville de Montréal s'était engagé à procéder à une révision de ses règlements municipaux, dont certains articles ont des impacts directs sur les personnes en situation d'itinérance.

Depuis 2019, le RAPSIM et plusieurs organismes partenaires participaient activement aux travaux d'un comité mis sur pied par la Ville dans le cadre de cet engagement. Cette démarche visait à réviser ou abroger les règlements problématiques, notamment ceux contribuant à la judiciarisation des actes de survie dans l'espace public.

Le 17 février 2025, les groupes communautaires membres du comité de travail ont été informés que la Ville de Montréal mettait fin unilatéralement à cette démarche, mettant ainsi un terme à plus de cinq années de mobilisation et de concertation.

En réaction, le RAPSIM et la Ligue des droits et libertés (LDL) ont tenu une conférence de presse le 27 février 2025 pour dénoncer cet abandon et alerter le public sur les conséquences de cette décision. Des interventions ont également eu lieu lors de séances du conseil municipal afin d'interpeller les élu·es et demander la relance des travaux.

Malheureusement, à ce jour, la Ville semble réfractaire à rouvrir ce chantier, invoquant des raisons de conjoncture politique. Le RAPSIM demeure toutefois mobilisé et continuera à réclamer une ville plus juste et inclusive, où les règlements municipaux ne contribuent pas à l'exclusion ou à la criminalisation de la pauvreté.

Observatoire des profilages (ODP)

Deux rencontres du comité

Un projet consistant en une analyse qualitative des documents obtenus par demandes d'accès à l'information et dont les objectifs visent à documenter les pratiques concrètes d'ÉMMIS et leurs implications sur les droits des personnes en situation de marginalité urbaine mené par le RAPSIM et l'ODP a progressé. Deux sommaires d'analyse ont été produits par une personne engagée par l'Observatoire, permettant de mieux documenter certaines pratiques de surveillance et de répression visant les personnes en situation d'itinérance.

**ÉCOEURÉES
D'ÊTRE
MÉPRISÉES**

**ENSEMBLE VERS LA
GRÈVE SOCIALE**

29 avril au 3 mai 2024

grevesociale.com

ÉQUITÉ SYSTÉMIQUE STATUT REVENU LOGEMENT SERVICES PUBLICS

Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de nos rencontres :

- Cohabitation sociale et le rôle des organismes communautaire
- PSL - PSLQ et OHMH
- Enjeux des programmes de financements actuels - multiplication des financements nécessaires pour boucler un montage financier.
- S'adapter aux orientations politiques en développement : Discussion sur développer ses propres logements vs "gérer" des logements appartenant à une autre entité ?
- Soutien communautaire en logement sociale et communautaire et la nécessité d'un arrimage avec les programme de développement : Une action de type lettre trouée a été menée afin d'attirer l'attention du bureau de la Défenseure fédérale du logement sur la nécessité de financer les pratiques de soutien communautaire en logement social et communautaire afin de concrétiser le droit au logement. En plus des lettres envoyées par nos membres, le RAPSIM a fait parvenir un rapport.

Autres actions du RAPSIM en matière de Droit de cité

Le RAPSIM a participé à la Semaine de grève sociale « Écoeuré·e·s d'être méprisé·e·s : ensemble vers la grève sociale », en mobilisant ses membres à prendre part aux différentes journées thématiques. Plusieurs organismes communautaires en itinérance ont répondu à l'appel, soulignant leur solidarité avec ce large mouvement social dénonçant le mépris envers les plus vulnérables.

Le RAPSIM a siégé au comité aviseur du projet de recherche « Expérience sociale des toilettes publiques », porté par la professeure Maria Nengeh Mensah de l'École de travail social de l'UQAM. Trois rencontres ont eu lieu au cours de l'année dans le cadre de cette recherche, qui vise à mieux comprendre l'accessibilité et les usages différenciés des toilettes publiques, notamment pour les personnes marginalisées.



DROIT AU LOGEMENT

En 2024-2025, le RAPSIM a poursuivi et intensifié ses efforts pour défendre le droit au logement, alors que Montréal est durement touchée par une crise du logement aggravant la précarité résidentielle de nombreuses personnes et familles. Avec la hausse continue des loyers et la raréfaction des logements réellement abordables, un nombre croissant de personnes se retrouvent sans solution stable. Tout au long de l'année, le RAPSIM et ses organismes partenaires ont mené de nombreuses actions et mobilisations pour soutenir les personnes en situation d'itinérance ou à risque, et pour promouvoir des politiques structurantes reconnaissant le droit au logement comme une condition essentielle à la prévention et à la réduction de l'itinérance.

Comité Logement du RAPSIM

24 groupes membres participants
provenant de 7 quartiers de Montréal
- Quatre rencontres du comité, quatre
rencontres du groupe de travail sur
les Maisons de chambres

Le comité logement est un lieu important pour les membres qui permet de rester informé de la conjoncture et d'échanger sur les réalités et défis du développement, l'entretien de logement sociaux et de l'opération de logement sociaux pour des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il est actuellement particulièrement important de se rencontrer afin de pouvoir s'adapter aux réalités très changeantes du développement en logement.

Matinée Introduction et réflexions sur les Maisons de chambres: solutions communautaires montréalaises

73 personnes participantes

Suivant les travaux du groupe de travail sur les Maisons de chambres, le RAPSIM a tenu le 15 novembre 2024 une matinée de discussions autour des Maisons de chambres socialisées. Cet événement visait à explorer le rôle clé que jouent les Maisons de chambres dans la réponse aux défis de la pénurie de logement et de la crise de l'itinérance. La forte participation à l'événement confirme l'adhésion toujours importante autour des questions entourant des Maisons de chambres et de leur socialisation.

Lors de cette matinée les participant·es ont pu assister à 2 panels sur les thèmes suivants :

- Pourquoi est-ce que les Maisons de chambres existent, avec François Saillant (FRAPRU et LDL) et Mélissa Duclos (Ma chambre)
- Les Maisons de chambres aujourd'hui – défis et socialisation avec Martin Blanchard (RCLALQ), Guillaume Le Negaret et Stéphane (Sidalys) et Bruno Ferrari (Vilavi)

Groupe pour les intervenant·es en logement du RAPSIM

9 rencontres du comité, 76 présences,
44 participant·es provenant de
21 organismes différents

Le groupe de discussion se veut un espace où les intervenant·es peuvent échanger sur des sujets qui les touchent directement sur le terrain. Ce sont elles et eux qui élaborent le calendrier en début d'année, puis les rencontres sont organisées par le RAPSIM. Parfois, une personne invitée est conviée pour discuter de l'enjeu identifié. Cette année, nous avons créé un dossier Drive afin de partager les connaissances et les ressources transmises lors des rencontres. Un groupe Facebook est également en place, bien que peu utilisé, et un sondage d'appréciation ainsi que de suggestions de thématiques est envoyé après chaque rencontre.

Sujets abordés par le comité cette année :

- Inclusion des personnes trans et non-binaires dans les ressources en itinérance, aux Maisons de l'Ancre avec invité du CQ-LGBT
- Perte d'autonomie à Méta d'Âme avec invité du PAS de la rue
- Élaboration du calendrier pour l'automne/hiver
- 5 à 7 de réseautage
- Le dumping dans les organismes
- Femmes et itinérance avec Maryane Daigle, responsable du dossier Femmes au RAPSIM
- Accès à la culture et médiation culturelle à Sidalys avec Exeko
- UPS-Justice avec invité de UPS-J
- Garder son logement en mode supervision clinique

FRAPRU

Des solidarités fortes entourant la défense du droit au logement sont primordiales, et le RAPSIM souhaite parler d'une seule voix face aux différents paliers gouvernementaux pour réclamer la mise en œuvre de ce droit fondamental.

À titre de membre du FRAPRU, nous avons participé à différentes activités et mobilisation au cours de l'année.

- Congrès à Sherbrooke, 7-8-9 juin 2024
- AG, 5 septembre 2024, 7-8 novembre 2024, 20-21 mars 2025
- Assemblée publique pour leur présentation de leurs revendications, 3 décembre 2024
- Camp du FRAPRU à Québec : mobilisation des membres, diffusion, participation à l'action à Québec, 14-15 septembre
- Groupes de Montréal : Deux rencontres avec les comités logements membres du FRAPRU à Montréal, pour organiser des actions municipales et partager sur les enjeux vécus dans la région.



François Saillant et Mélissa Duclos
Introduction et réflexion sur les Maisons de chambre
-15 nov 2024

Demande d'avis juridique sur les PSLQ en itinérance

À la suite du dépôt d'un avis juridique commandé par le RAPSIM, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a procédé à une modification du libellé du volet 2 du programme PSLQ, élargissant son application à toutes les formes de tenures, tel que réclamé dans l'avis.

Cependant, cette modification ne s'applique pas rétroactivement, ce qui exclut toujours les projets développés avant le changement de formulation. Ces derniers ne peuvent pas bénéficier du volet 2 pour les personnes qu'ils logent, malgré leur conformité aux objectifs du programme. Cette incohérence a été soulevée lors de rencontres avec l'équipe PSL de la SHQ ainsi qu'avec Frédéric Roy, directeur général adjoint à l'OMHM.

Au-delà de cet enjeu précis, nous poursuivons nos représentations politiques et administratives pour :

- Dénoncer les limites structurelles du modèle PSL dans sa capacité à répondre aux besoins des personnes en situation d'itinérance ;
- Réclamer une meilleure prise en compte des personnes à statut migratoire précaire, souvent exclues ou mal desservies par les modalités actuelles du programme.

Comité du CQPI pour un Cadre juridique pour la prévention de l'itinérance : perspective droit du logement.

Sept rencontres de comité

En juillet 2024, le RAPSIM a rejoint le comité pour une co-construction d'un cadre juridique pour la prévention de l'itinérance, projet piloté par le Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance. Ce comité intersectoriel et de portée provinciale rassemble chercheurs, organismes communautaires, juristes et certaines institutions (tel que la CDPDJ). L'objectif est de proposer un cadre juridique ancré dans une approche basée sur les droits humains qui permettrait la mise en place du droit au logement ainsi que des mécanismes de responsabilisation de l'État dont l'introduction de recours opposable y étant lié. C'est donc un travail avec une visée juridique et légale dans un objectif de représentations politiques et de plaidoyer fort en vue des élections provinciales. Pour un souci de temps et d'énergie ce cadre juridique portera uniquement sur le droit au logement, toutefois le comité s'est entendu sur une mise en contexte du document qui priorise une compréhension globale et d'interdépendances des droits pour la prévention de l'itinérance.

Autres actions du RAPSIM en matière de logement

- Participation au comité aviseur du projet sur l'habitation des personnes en situation de handicap en situation d'itinérance visant à mieux comprendre les obstacles spécifiques vécus à l'intersection de l'itinérance et du handicap.. Trois rencontres.
- Participation au comité aviseur du projet de recherche *La facture collective de la crise du logement au Québec* qui documente les impacts sociaux et économiques de la crise actuelle. Deux rencontres.
- Ajout d'une annexe sur l'accessibilité dans le *Répertoire des ressources en hébergement communautaire et logement social avec soutien* afin d'améliorer l'information sur l'accessibilité des ressources pour les personnes en situation de handicap. L'élaboration du modèle et du questionnaire ont été réalisées en collaboration avec Logifem, la Société Logique et Ex Aequo.
- Rencontre avec Despina Sourias (Ville de Montréal), accompagnés par Ex Aequo, pour discuter des enjeux d'accessibilité dans les projets de logement. Le 11 juin 2024.
- Rencontre avec Laurent Lévesque (UTILE) afin de s'informer sur leur modèle de développement de logements étudiants abordables et durables.
- Suivi sur la politique municipale de cession de terrains: Participation à une rencontre avec le FRAPRU le 18 avril 2024 Présentation des résultats de la consultation et de la politique le 5 novembre 2024.
- Quatre rencontres de l'OMHM portant sur les enjeux d'accès aux PSLQ (programmes de supplément au loyer) et sur les barrières administratives rencontrées par les organismes.
- Deux rencontres intersectorielles avec la SHQ, le MSSS et le RSIQ portant sur les enjeux de coordination entre itinérance, PSLQ et PHAQ (Programme d'habitation abordable Québec).
- Participation à l'événement *On remet les pendules à l'heure – Personnes migrantes et crise du logement*, une occasion de souligner les discriminations systémiques vécues par les personnes migrantes face à l'accès au logement. 5 novembre 2024



DROIT À LA SANTÉ

Tout au long de l'année, le RAPSIM a poursuivi ses efforts pour faire reconnaître l'importance d'agir sur les déterminants sociaux de la santé (logement, revenus, accès aux soins...) comme des leviers essentiels dans la prévention et la réduction de l'itinérance ainsi que de travailler sur l'effectivité du droit à la santé dans une approche globale et holistique de la santé avec la participation des personnes premières concernées. Dans ce sens, le RAPSIM participe et encourage les recherches-action autour de l'itinérance dont les résultats pourront améliorer la santé et le bien-être des personnes.

Comité Santé du RAPSIM

Une rencontre du comité,
10 membres participants

Pour rappel, le comité souhaite documenter le déni de droit en matière d'accessibilité aux soins de santé en partant des points de vue des personnes premières concernées. La seule rencontre qui s'est tenue cette année a servi de validation des termes de référence pour pouvoir approcher les équipes de recherche. Des instituts de recherche et des chercheur·euses indépendant·es ont été approchés pour sonder leur intérêt à collaborer sur ce projet et une équipe composée de professeurs et d'étudiants à la maîtrise en santé publique s'est vu confier le mandat de recherche. Pour le moment, le projet est en attente de financement. Les données de cette recherche sont essentielles pour avoir un portrait clair des portes disponibles actuellement pour l'accès aux soins pour les personnes en situation de marginalité ainsi que des recommandations pour l'amélioration de ces accès.

Vieillessement et itinérance

Concernant la question du vieillissement, les intervenant·es sur le terrain ont exprimé le besoin de disposer d'outils adaptés pour mieux accompagner les personnes vieillissantes qui fréquentent les ressources. Considérant que peu d'outils sont disponibles et qui abordent les enjeux concomitant du vieillissement et de l'itinérance, une équipe de recherche de l'UQAM a proposé de collaborer avec le RAPSIM dans la production de cet outil.

Ce projet bénéficie d'un financement du Service aux Collectivités de l'UQAM et dure 18 mois. Le projet démarrera l'été 2025. Les intervenant·es et pair aidant·es qui souhaiteront participer à la co-construction du guide seront mobilisé·es prochainement. Les résultats sont attendus pour l'automne 2026.

Autres actions du RAPSIM en droit à la santé

Participation à un projet de recherche intitulé *Intersectionnalité et barrières à l'accès à l'aide médicale à mourir (AMM) pouvant mener aux iniquités de soins* (UQTR). Le projet de recherches vise à documenter les barrières d'accès à l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation de marginalité.



DROIT AU REVENU/PAUVRETÉ ET INSERTION

L'année est marquée par deux dépôts qui étaient très attendus.

D'abord le 4e Plan de lutte à la pauvreté qui a été déposé sans tambour ni trompette le 21 juin 2024. Ensuite, la réforme de l'assistance sociale déposée en septembre 2024 puis adoptée en novembre 2024 avec très peu d'amendements significatifs. Ces dossiers ont été suivis et menés via notre implication au sein du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Collectif pour un Québec sans pauvreté

Nous avons poursuivi nos représentations au Collectif pour un Québec sans pauvreté sous le signe de l'impatience alors que nous attendions le dépôt du 4e Plan de lutte et de la réforme de l'assistance sociale. Nous avons participé avec quelques membres à l'analyse collective du budget en avril 2024. Nous avons aussi participé avec plusieurs membres à une manifestation le 7 mai 2024 du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) organisée conjointement avec le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) pour dénoncer les restrictions punitives à l'assistance sociale en vue de la réforme qui serait bientôt déposée. La réforme a finalement été adoptée avec beaucoup de déception et d'incroyables reculs pour les personnes assistées sociales.

4^e plan de lutte contre la pauvreté
FICHE D'ÉVALUATION

	OUI	peut-être	NON
• vise prioritairement à augmenter les revenus des personnes qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de base.	☐	☐	☒
• permettra de régler les crises de l'itinérance, de l'insécurité alimentaire et du logement.	☐	☐	☒
• contribuera à réduire les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches.	☐	☐	☒
• favorise la lutte contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.	☐	☐	☒
• contribuera à améliorer la qualité et l'accessibilité des services publics, notamment pour les personnes en situation de pauvreté.	☐	☐	☒
• tient compte des recommandations soumises par les personnes en situation de pauvreté et les organisations qui les représentent.	☐	☐	☒
• nous permet, collectivement, de tendre vers un Québec sans pauvreté, plus égalitaire et riche de tout son monde.	☐	☐	☒

APPRÉCIATION GLOBALE
La ministre doit refaire ses devoirs!

Ne sachant pas quand le 4e Plan de lutte contre la pauvreté serait déposé, nous avons participé à un atelier virtuel le 4 juin 2024 avec les autres membres du Collectif pour un Québec sans pauvreté afin de réfléchir aux prochaines actions. Comme antenne régionale, nous avons ainsi décidé de mobiliser les groupes de Montréal alors que le plan venait tout juste de sortir le 21 juin 2024. Après trois rencontres et une analyse sommaire, nous avons préparé une action-éclair le 16 juillet 2024 devant les bureaux de la ministre Chantal Rouleau. Nous avons réalisé sous forme de fiche d'appréciation une analyse du plan de lutte en direct. L'action a été une belle réussite autant au niveau de la mobilisation que de l'attention médiatique.

Finalement, nous avons assisté à deux assemblées générales soit les 15-16 mai 2024 et les 12-13 février 2025. Bien que nous n'ayons pas pu participer à l'assemblée du 18-19 septembre 2024, nous avons participé au lancement du livre *L'assistance sociale à travers les journaux du Québec (1969-2019)* en formule 5 à 7.

Autres actions du RAPSIM en matière de Droit au Revenu/Pauvreté

Sécurité alimentaire

- Rencontre organisée par le RIOCM avec des groupes partenaires pour une campagne sur la sécurité alimentaire, 13 juin 2024
- Rencontre avec Table de quartier Peter-McGill pour parler du RAPSIM et des arrimages possible, le 17 juin 2024
- Rencontre de réseautage avec le nouveau directeur de la Table de concertation sur la faim, 10 janvier 2025
- Échanges de courriel sur le projet de trousse Manger dans le Centre-Sud, projet piloté par le Carrefour solidaire
- Une rencontre de suivi sur une recherche sur les représentations médiatiques de la pauvreté

ASSEMBLÉES, ÉVÉNEMENTS ET AUTRES COMITÉS DU RAPSIM

Assemblée générale extraordinaire portant sur le cahier des positions

Le 4 avril 2024, 32 représentantes et représentants de 19 organismes membres du RAPSIM ont participé à l'assemblée générale extraordinaire (AGE) consacrée au travail sur le cahier des positions, tenue aux Petites Mains (voir la section « Actualiser, consolider et développer les positions du RAPSIM » pour plus de détails).

Assemblée générale annuelle

Le 5 juin 2024, 54 personnes provenant de 36 organismes membres, ainsi que six personnes invitées, ont participé à l'assemblée générale annuelle du RAPSIM, tenue au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie.

Lors de cette assemblée, deux propositions ont été déposées :

- Proposition 1 : Que le RAPSIM prenne position en faveur du définancement de la police.
- Proposition 2 : Que le RAPSIM adhère à la Coalition Defund la police à titre de membre.

L'assemblée générale a ensuite mandaté le conseil d'administration (CA) pour mettre en place un mécanisme de consultation des membres concernant ces propositions. Le CA mènera ce processus consultatif en vue de permettre aux membres de se prononcer sur ces propositions lors de la prochaine assemblée générale du RAPSIM (voir la section « Judicialisation et le droit de cité » pour plus de détails).

Journée de réflexion sur la consultation publique de l'OCPM avec les membres du RAPSIM et partenaires communautaires alliés

Journée de réflexion sur la Consultation publique OCPM



Le 22 novembre 2024, 50 personnes représentant 41 organisations différentes se sont réunies au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie afin de mieux comprendre le contexte et planifier les actions à entreprendre dans le cadre de la consultation publique sur l'itinérance et la cohabitation sociale à Montréal, qui s'est déroulée de décembre 2024 à février 2025. Le rapport issu de cette consultation devrait être rendu public en juin 2025.

La journée a débuté par l'accueil de trois des quatre commissaires de la commission, dont la présidente, Mme Ariane Émond. Ces dernières sont venues présenter le mandat, le processus et les différentes étapes prévues par l'OCPM. Par la suite, M. Robert Beaudry, élu responsable de l'itinérance à la Ville de Montréal, a participé à une séance de questions-réponses portant principalement sur la consultation.

L'après-midi a été consacré à des ateliers collaboratifs visant à identifier les actions à poser par le RAPSIM et ses partenaires dans

le cadre de cette consultation (voir la section « Commission Itinérance et cohabitation sociale à Montréal de l'OCPM » pour plus de détails).

50e anniversaire du RAPSIM

Une année complète de festivités visant à mettre en lumière le travail important du regroupement à travers les décennies, ainsi qu'à valoriser l'apport des organismes communautaires en itinérance dans l'ensemble de la métropole, touche à sa fin au moment d'écrire ces lignes.

Dans ce cadre, le RAPSIM a créé une page dédiée sur son site web, entièrement consacrée à son 50e anniversaire, sous le thème : Le RAPSIM, dans votre cour depuis 50 ans.

Cette année soulignant un demi-siècle d'existence du regroupement a débuté par le lancement officiel de la programmation du 50e anniversaire, lors d'un 5 à 7 tenu le 4 avril 2024 aux Petites Mains. C'est à cette occasion que la capsule vidéo « Dans votre cour depuis 50 ans » a été présentée à nos membres pour la toute première fois.

Dix publications mensuelles ont été diffusées sur la page Facebook du RAPSIM, mettant en valeur des archives marquantes du regroupement autour de différentes thématiques :

- [Jeunesse](#)
- [Mobilisations](#)
- [Bâtiments/logements](#)
- [Caricatures](#)
- [Bus/mobiles](#)
- [Femmes](#)
- [La logique saisonnière en itinérance](#)

Dans le cadre des célébrations du 50e anniversaire du RAPSIM, plusieurs activités ont été organisées afin de souligner l'histoire du regroupement, mettre en valeur l'expertise du milieu communautaire et renforcer le sentiment d'appartenance des membres.

Le 23 mai 2024, un Dîner-causerie consacré aux 10 ans de la Politique nationale de lutte à l'itinérance s'est tenu en présence de Bernard St-Jacques, une figure clé de cette politique. Cet événement a permis de faire le point sur les avancées et les défis persistants dans la lutte contre l'itinérance au Québec.

Pour faire rayonner les 50 ans du RAPSIM, nous avons également produit et distribué divers outils de visibilité tels que des affiches, des chandails et d'autres articles promotionnels à l'intention de nos membres.

Deux Caravanes du RAPSIM ont été organisées sous forme de fêtes de quartier :

- Le 23 mai 2024 dans Hochelaga-Maisonneuve



- Le 28 août 2024 dans le Sud-Ouest

Ces événements visaient à rapprocher les communautés locales des organismes œuvrant en itinérance, et à sensibiliser les résident·es aux réalités vécues par les personnes en situation de précarité.

Parmi les activités proposées :

- Un parcours guidé sur le thème de la marginalité urbaine, animé par *L'Autre Montréal*
- La projection de la websérie *Les murs qui nous habitent*
- Des kiosques d'information et des prises de parole, mettant en valeur le travail des organismes communautaires et les parcours de vie de personnes en situation d'itinérance

À l'occasion de ce 50e anniversaire, le RAPSIM a également piloté la publication collective : *Chroniques des itinérances montréalaises : Récits, luttes et solidarités du mouvement communautaire en itinérance à Montréal*. Cette œuvre rassemble les voix de 47 contributeur·trices, dont 23 organismes membres et 2 personnes directement concernées, offrant un regard riche et pluriel sur l'évolution du mouvement communautaire montréalais en itinérance.



En parallèle, nous avons produit et diffusé trois épisodes de balado intitulés *Dans votre cour depuis 50 ans*, disponibles sur [YouTube](#) et [Spotify](#). Ce balado met en lumière une perspective rarement entendue : celle des intervenant-es du milieu communautaire en itinérance à Montréal.

Pour écouter ou visionner les trois épisodes du balado *Dans votre cour depuis 50 ans*, rendez-vous sur notre site web ou nos plateformes de diffusion.

- [Ni passagère ni marginale : l'itinérance jeunesse](#)
- [Non-mixité, dignité, sécurité : les itinérances des femmes](#)
- [Réduction des méfaits : Entre avancées et résistances politiques](#)

Une médaille de l'Assemblée nationale

À l'occasion de son 50^e anniversaire, le RAPSIM a eu l'honneur de recevoir une médaille de l'Assemblée nationale – une reconnaissance qui souligne le travail exceptionnel accompli depuis cinq décennies par un réseau de plus de 100 organismes engagés auprès des personnes en situation d'itinérance.

Cette distinction, remise en présence de Guillaume Cliche-Rivard, responsable de l'itinérance pour Québec solidaire, et de Manon Massé, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, met en lumière l'apport essentiel de toutes celles et ceux qui, chaque jour, œuvrent à améliorer les conditions de vie des personnes les plus marginalisées.

Leur engagement, leur humanité et leur détermination sont une source d'inspiration précieuse. Nous les remercions chaleureusement et les encourageons à continuer de porter haut les valeurs d'entraide, de justice sociale et de solidarité qui animent le mouvement communautaire en itinérance à Montréal.



Médaille de la députée

CONCERTATION

35^E ÉDITION DE LA NUIT DES SANS-ABRI DE MONTRÉAL

Une autre belle édition de la Nuit des sans-abri (NSA) s'est tenue le 18 octobre 2024, dans une ambiance festive et solidaire. À l'occasion de cette 35^e édition, un calendrier d'activités riche et diversifié a été proposé pour sensibiliser la population aux réalités de l'itinérance, dans le cadre de ce rendez-vous de solidarité désormais incontournable à travers le Québec.

31 personnes issues de 25 organismes communautaires ont participé activement à l'organisation de la Nuit, en plus de la mobilisation des différents partenaires impliqués.



Pour assurer le succès de l'événement à Montréal, plusieurs comités de travail ont été mis en place différents comités :

COMITÉ MARCHÉ

Composé de 9 personnes représentant 7 groupes différents, ce comité s'est réuni à quatre reprises. Ensemble, les membres ont co-construit la marche de solidarité traditionnelle, en y ajoutant une touche innovante : une exposition éphémère de 35 photographies, tirées d'expositions antérieures portant sur l'itinérance. Ces images, imprimées en grand format, ont été installées le long du parcours sur la rue Sainte-Catherine. Des passages audio accompagnant les photos ont aussi été enregistrés, offrant des témoignages et réflexions sur les multiples visages de l'itinérance.



La Marche de solidarité

COMITÉ PROGRAMMATION

Fort de 18 personnes issues de 16 groupes, ce comité s'est rencontré cinq fois pour élaborer la programmation des activités sur le site principal de la Nuit. En cohérence avec l'objectif central de sensibilisation, plus de vingt kiosques ont été sélectionnés, et une programmation continue a été offerte de 18 h à 00 h 30, combinant animations, témoignages, performances artistiques et espaces d'échange.



La Grande Nuit à la Place Émilie Gamelin

COMITÉ DES AMBASSADEURS

Réuni à deux reprises, ce comité a réalisé sept présentations dans les tables de quartier de Montréal. L'objectif : mobiliser des groupes n'œuvrant pas directement en itinérance afin d'élargir la portée de l'événement. Cette démarche a permis d'atteindre des secteurs plus éloignés comme Rivière-des-Prairies et Notre-Dame-de-Grâce, et de recruter de nouveaux alliés dans la sensibilisation à la cause.

COMITÉ DE COORDINATION

Composé de l'équipe permanente du RAPSIM, ce comité s'est rencontré officiellement cinq fois, en plus de nombreuses réunions informelles, afin d'assurer le bon déroulement logistique et la cohérence globale de l'événement.

Une collaboration à l'échelle nationale

Le RAPSIM a participé à trois rencontres du comité national de la Nuit des sans-abri, réunissant des représentant·es des différentes régions du Québec. Ces échanges ont permis de partager la vision, les bons coups et les apprentissages de la NSA Montréal, tout en portant la voix des groupes de la métropole auprès des partenaires provinciaux.

Une édition qui témoigne une fois de plus de la force du travail collectif pour sensibiliser, mobiliser et défendre la dignité des personnes en situation d'itinérance.

En résumé, la NSA Montréal 2024, c'est :

- 21 rencontres de concertation et de planification
- 4 comités locaux mobilisés
- Une programmation enrichie par des initiatives originales et inclusives
- Une mobilisation élargie à l'échelle montréalaise et provinciale

RIOCM ET COMITÉ DES DÉLÉGUÉ·ES DE REGROUPEMENTS SECTORIELS MONTRÉLAIS EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Réunissant le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), le Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS), le Regroupement des organismes en déficience physique de l'île de Montréal (DéPhy Montréal), le Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (CRADI), la Coalition pour le maintien dans la communauté (COMACO), le Réseau alternatif et communautaire des organismes (RACOR) en santé mentale, la Table des organismes montréalais de lutte contre le sida (TOMS) ainsi que le RAPSIM, ce comité assure une vigie sur les processus de répartition des fonds sectoriels par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et agit à titre de protecteur de l'Action communautaire autonome (ACA).

Ce comité constitue également un espace stratégique d'échange intersectoriel, permettant de mettre en commun les enjeux sectoriels, de favoriser la solidarité entre regroupements et de soutenir une entraide mutuelle dans nos luttes respectives.

UNE FORTE PRÉSENCE DU RAPSIM AUX 4ES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC

Les 4es États généraux de l'itinérance au Québec se sont tenus du 27 au 29 novembre 2024, au Centre de foires à Québec, rigoureusement orchestrés par le Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ). Cet événement d'envergure a rassemblé plus de 450 participant·es provenant de divers secteurs et régions: élu·es des paliers fédéral, provincial et municipal, ministères et institutions publiques, milieux communautaire et de la recherche, regroupements nationaux et personnes ayant vécu l'itinérance.



La délégation de Montréal aux 4e États généraux de l'itinérance au Québec

Ces trois journées d'ateliers, de réflexions et d'échanges ont culminé dans une déclaration commune appuyée par le RAPSIM.

Le RAPSIM a contribué activement à la programmation en animant deux ateliers :

Atelier 1 : Le logement social et communautaire en itinérance

Co-présenté avec le RAIQ, cet atelier s'attaquait à une question cruciale : alors que le coût du logement ne cesse d'augmenter, que les salaires et prestations stagnent, comment offrir un logement digne aux personnes en situation ou à risque d'itinérance ? À travers des échanges enrichis et la projection de la web-série « Les murs qui nous habitent » (produite par le RAPSIM en 2022), les participant-es ont exploré :

- Ce qu'est réellement le logement social et communautaire ;
- À quoi il ressemble et pour qui il est conçu ;
- Son impact concret sur les personnes ayant connu la rue ;
- Et surtout, comment le développer dans nos communautés.

Atelier 2 : Itinérance des femmes – Réalités et réponses collectives

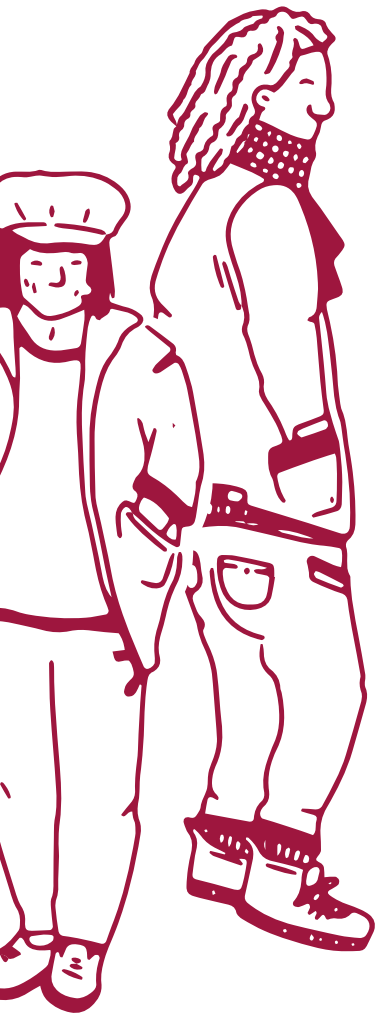
Cet atelier proposait une réflexion collective sur les besoins spécifiques des femmes et des personnes de la diversité de genre en situation d'itinérance. S'inscrivant dans le chantier ADS+ (Analyse différenciée selon les sexes et les genres) lancé par le RAPSIM, il visait à :

- Partager des pratiques et expériences du terrain ;
- Discuter de l'inclusion des femmes dans les ressources mixtes ;
- Mettre en lumière les limites et leviers pour mieux répondre à leurs réalités ;
- Stimuler une réflexion collective régionale et nationale autour de la prise en compte de l'itinérance des femmes et des personnes de la diversité de genre.

LA PARTICIPATION DE MONTRÉAL AUX ÉTATS GÉNÉRAUX A ÉTÉ MARQUÉE PAR UNE FORTE MOBILISATION DU RAPSIM, QUI A COORDONNÉ PLUSIEURS ACTIONS FACILITANT LA PRÉSENCE DE SES MEMBRES :

- Rencontre préparatoire avec les participant·es pour expliquer le déroulement des EG, favoriser le réseautage et partager la programmation ;
- Transport en autobus organisé et pris en charge par le RAPSIM, afin de réduire les coûts pour les organismes ;
- Distribution de pochettes d'information regroupant les principaux enjeux montréalais en matière d'itinérance ;
- Activités de réseautage sur place entre les membres montréalais ;
- Rencontre post-mortem organisée au retour, permettant de partager les impressions, apprentissages et suites à donner.

La participation du RAPSIM aux États généraux 2024 illustre non seulement son engagement pour des politiques structurantes en itinérance, mais aussi sa capacité à mobiliser, outiller et représenter les groupes communautaires montréalais dans les grands espaces de concertation nationaux.



LA TABLE DE GROUPES DE FEMMES DE MONTRÉAL (TGFM)

Dans le cadre du projet Perspectives féministes sur les profilages et les discriminations policières, nous avons rencontré le 23 mai 2024 Bochra Manaï, commissaire à la lutte contre le racisme et les discriminations systémiques à la Ville de Montréal. Nous souhaitons la sensibiliser aux réalités des femmes vécues dans l'espace public notamment sous l'angle des discriminations systémiques vécues par les forces de l'ordre. Nous avons aussi préparé et fait un double lancement le 12 septembre 2024 : dévoilement du microsite sur les témoignages des femmes (profilage et autres formes de violence) en avant-midi puis en après-midi le vernissage d'une exposition photo sur les femmes en situation de handicap en ville. Finalement, nous avons collaboré avec Action Autonomie dans le cadre de la réforme de la loi P-38 afin de mobiliser nos membres pour une consultation spéciale qui s'est tenue le 17 octobre 2024. Les personnes fréquentant les organismes qui pourraient être affectées par cette loi, ou qui ont été touchées par elle par le passé étaient invitées à témoigner afin de formuler des recommandations aux responsables de la réforme.

CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT (CQ-LGBT)

À l'automne 2024, nous avons rejoint la Coalition contre la haine en signant un manifeste qui dénonce la montée des actes et discours haineux dans notre société et qui demande au gouvernement de lancer un plan d'action interministériel pour lutter contre la montée de la haine et de la violence envers les groupes les plus marginalisés de notre société. Le 24 octobre 2024, une motion a été adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale pour souligner l'aggravation des discours haineux dans l'espace public et en ligne, et pour soutenir le travail de la Coalition contre la haine.

De plus, nous avons animé l'atelier prévu par le Conseil-LGBT lors du Forum Tire-toi une bûche (voir la section « Coalition Jeunes+ » pour plus de détails) suite à un désistement de dernière minute. L'atelier, qui s'est tenu avec une quinzaine de personnes participantes, avait comme objectif de sensibiliser les personnes intervenantes sur l'importance de pratiques et de milieux inclusifs comme outil de prévention de l'itinérance jeunesse LGBTQIA2+ et de fournir des outils concrets pour y parvenir. À partir de l'outil de sensibilisation construit lors du Forum *Dialogues croisés sur les enjeux en itinérance LGBTQIA2S+* de 2023, nous avons pu échanger sur l'importance de partager la responsabilité de l'inclusivité.

COMITÉ COHABITATION ET MARGINALITÉS URBAINES DE L'UQAM

Trois rencontres

Ce comité qui se réunit tous les trois mois fait suite à une plainte reçue en 2021 par la Ville de Montréal pour nuisances. À la demande de Cactus Montréal, l'École de travail social de l'UQAM explore depuis comment les forces vives uqamiennes, en collaboration avec les expertises communautaires, peuvent converger vers l'inclusion et une meilleure cohabitation. La situation rejoint la mission de l'École de travail social qui compte en son sein plusieurs spécialistes dans le domaine. Un comité ad hoc est donc formé, rassemblant des acteurs et actrices concernées par la question de la cohabitation urbaine dans l'arrondissement Ville-Marie aux abords et au sein de l'Université du Québec à Montréal.



L'EXPÉRIENCE SOCIALE DES TOILETTES PUBLIQUES DANS VILLE-MARIE : ENJEUX, AFFECTS ET STRATÉGIES D'INCLUSION DES PERSONNES MARGINALISÉES, 2024-2027

Trois rencontres

Depuis plusieurs années, les toilettes publiques attirent quelques polémiques. En 2023, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a installé des lecteurs de carte d'identité à l'entrée de plusieurs toilettes du rez-de-chaussée pour en limiter l'accès aux personnes itinérantes qui fréquentent le campus. Les toilettes publiques (dans les chalets de parc) ont aussi fait les manchettes en 2022 pour leur accès restreint et difficile dans les parcs de Montréal. L'Ombudsman de Montréal a même été appelé à se pencher sur cette question et à déposer un rapport la même année. Plus largement, la question de l'inclusion des personnes trans (particulièrement les femmes trans) dans les toilettes et les vestiaires pour femmes fait l'objet de débats nationaux, autant au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Face à cela, comment les personnes marginalisées naviguent et négocient ces espaces publics intimes ?

Cette recherche a pour but de mieux comprendre la façon dont les personnes qui vivent des situations de marginalisation dans le quartier (ex. itinérance, consommation, sexualité, LGBTQI2+, diversité corporelle ou capacitaire) investissent les toilettes publiques, et quels sont les rapports de pouvoir dont elles font l'objet.

Le RAPSIM fait partie du comité aviseur impliquant des citoyen·nes expert·es permettant d'établir une relation de concertation réflexive et continue avec des personnes concernées par l'accès à l'espace public. Le comité participe à l'interprétation des données (photos, observations et entretiens) et émet des recommandations pour le développement de lieux et de pratiques plus inclusives et plus sécurisantes.

TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES JEUNESSE/ ITINÉRANCE DU CENTRE-VILLE (TCJI)

Nous avons pris part à trois rencontres de la TCJI, un espace de concertation qui rassemble les organismes jeunesse du centre-ville. Cette participation nous permet de mieux comprendre les réalités terrain vécues par les jeunes en situation d'itinérance, tout en contribuant aux échanges par l'apport d'informations sur des enjeux transversaux tels que le droit au revenu, l'immigration ou la judiciarisation.

Dans le cadre de la Commission *Itinérance et cohabitation sociale à Montréal* menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), nous avons également participé à deux rencontres spécifiques visant la rédaction d'un mémoire commun. Celui-ci porte les valeurs et les principes défendus par les membres de la TCJI et vise à faire entendre la voix des jeunes et des organismes qui les accompagnent.

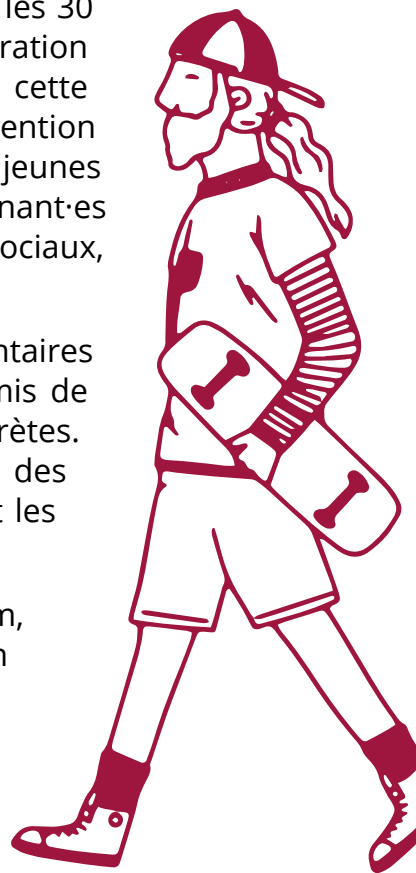
COALITION JEUNES +

Cette année, nous avons poursuivi notre participation active au comité communication, en prenant part à cinq rencontres consacrées à la mise à jour du site web et à l'élaboration d'un plan de communication stratégique. Nous avons également contribué à deux comités de pilotage, afin d'assurer une cohérence dans les actions collectives menées à l'échelle du réseau.

Parmi les temps forts de l'année, le Forum *Tire-toi une bûche* s'est tenu les 30 avril et 1er mai 2024, à la suite de nombreuses rencontres de préparation amorcées l'an dernier et d'une rencontre finale de coordination cette année. Ce forum a mobilisé plus de 250 personnes autour de la prévention de l'itinérance jeunesse, réunissant une grande diversité de milieux : jeunes détenant une expertise de vécu, étudiant-es, chercheur-euses, intervenant-es communautaires, représentant-es institutionnel-les (santé, services sociaux, éducation, sécurité publique) et élu-es.

Le programme comprenait 15 ateliers, répartis selon trois axes complémentaires – savoir expérientiel, savoir terrain et savoir théorique – qui ont permis de croiser les perspectives et d'ancrer les échanges dans les réalités concrètes. L'enthousiasme généré par l'événement reflète à la fois la pertinence des enjeux abordés et la volonté collective de transformer les pratiques et les politiques en matière d'itinérance jeunesse.

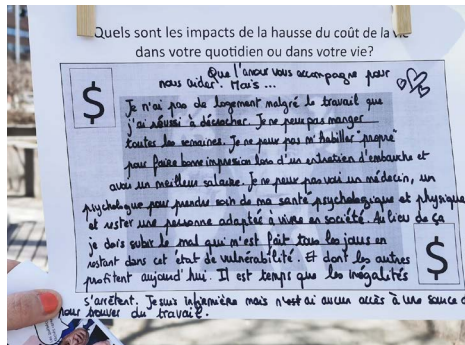
Pour faire rayonner les apprentissages et les réflexions issues du Forum, nous avons participé à cinq rencontres consacrées à la rédaction d'un recueil. Celui-ci regroupe des extraits d'ateliers, des témoignages ainsi que des synthèses des discussions ayant marqué ces deux journées. Le lancement du recueil, qui s'est tenu le 12 mars 2025, a réuni une centaine de participant-es, prolongeant ainsi l'élan de mobilisation et renforçant la diffusion des savoirs autour de la prévention de l'itinérance jeunesse.



FRACA

Cette année a été marquée par une participation soutenue au comité de coordination du FRACA, qui s'est réuni à 14 reprises. Nos implications ont pris plusieurs formes, toutes orientées vers la défense d'un filet social fort et l'accès universel aux services publics.

Le 2 avril, nous avons participé à l'activité *Soupe populaire contre la vie chère*, organisée avec les stagiaires en travail social de l'UQAM. Ce moment convivial visait à susciter une réflexion collective sur l'état du filet social, autour d'un geste simple et rassembleur : partager une soupe.



Activité Soupe populaire contre la vie chère
- 2 avril 2024

Rassemblement Écoeuré-e-s du Saccage
- 3 mai 2024



Le 3 mai, dans le cadre de la semaine de grève sociale, nous avons organisé le rassemblement Écoeuré-e-s du saccage, pour dénoncer la détérioration des services publics et exiger leur renforcement. Cette action s'inscrivait dans un mouvement large pour des services bien financés, accessibles et gratuits pour toutes et tous.

À l'occasion de la Journée de la justice sociale, le 20 février 2025, une tempête de neige exceptionnelle nous a empêchés de manifester comme prévu. Nous avons toutefois transformé cette contrainte en action : préparation de matériel militant et collage d'affiches au bureau du premier ministre François Legault.

Le 26 mars, nous avons tenu notre manif-action reportée sous le mot d'ordre *Face aux injustices, bloquons l'intolérance*, en amont du rassemblement de la Coalition Main Rouge réagissant au budget provincial.

Enfin, le 27 mars, nous avons animé un atelier dans le cadre de l'assemblée de conjoncture de la TROVEP sur les élections municipales. Cet atelier a permis de mettre à jour la plateforme électorale en vue des prochaines élections, en lien avec les enjeux de justice sociale portés par nos membres.

Journée de la Justice sociale
- 20 février 2025



Manif-action Face aux injustices
Bloquons l'intolérance
- 26 mars 2025



JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

En réponse à l'intensification des événements climatiques extrêmes à Montréal comme ailleurs, le RAPSIM a amorcé un projet de recherche intitulé *Impacts des changements climatiques sur les personnes en situation d'itinérance et les organismes leur venant en aide*. La rencontre de démarrage a eu lieu le 14 novembre 2024.

Ce projet vise à documenter les effets des vagues de chaleur, des froids extrêmes et des autres événements météorologiques sur les personnes en situation d'itinérance, ainsi que sur les ressources communautaires qui les soutiennent. Il s'inscrit dans un contexte où les autorités doivent impérativement prévoir des mesures d'atténuation adaptées aux réalités des populations les plus vulnérables.

Au-delà des réponses ponctuelles, cette initiative porte également un appel clair à des politiques publiques structurantes, ancrées dans une vision de justice climatique et sociale.

Pour guider les travaux, un comité avisier a été mis en place. Il regroupe des partenaires clés : les Valoristes, l'Association des services de première ligne en itinérance du Québec (ASFQ) et le Front commun pour la transition énergétique. Le comité s'est réuni pour la première fois le 5 décembre 2024 afin de lancer les travaux et assurer une démarche concertée et ancrée sur le terrain.

Cette première année d'un projet s'étendant sur trois ans a été consacrée à des étapes clés permettant de jeter des bases solides pour la suite des travaux. Plusieurs activités ont été entamées, dont :

- Une revue de littérature approfondie, combinée à des activités de recherche et formation pour l'équipe ;
- Un état des lieux des besoins, des connaissances existantes et des lacunes à combler ;
- L'élaboration d'une méthodologie de recherche adaptée aux réalités des populations en situation d'itinérance et des organismes communautaires ;
- La rédaction d'outils de collecte de données qui seront déployés au cours des prochaines phases du projet.

Ces fondations permettront de documenter rigoureusement les impacts des changements climatiques et de contribuer à des réponses collectives structurantes, orientées vers la justice sociale et environnementale.

JOURNÉE SUR LE LOGEMENT/GRÈVE SOCIALE

Le RAPSIM a activement contribué à l'organisation de la journée sur le logement dans le cadre de la Semaine de grève sociale « ÉcoeuréEs d'être mépriséEs ».

Notre participation s'est articulée autour de plusieurs temps forts :

- Engagement dans le comité de mobilisation « logement/grève sociale », avec une présence aux rencontres préparatoires tenues les 3 avril, 17 avril et 17 juin 2024.
- Soutien à l'organisation logistique et politique de la journée thématique.
- Participation à la manifestation sur le logement du 2 mai 2024, qui a rassemblé de nombreux groupes communautaires et locataires mobilisé-es pour la justice sociale et le droit au logement.

Cette implication s'inscrit dans notre volonté de renforcer les solidarités intersectorielles et de faire entendre les revendications des personnes en situation d'itinérance ou de grande précarité résidentielle dans le cadre des luttes sociales élargies.

COLLECTIF QUÉBÉCOIS POUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE (CQPI)

Le Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance (CQPI) rassemble des membres issus des milieux académique, communautaire et de la fonction publique, dans le but de formuler et de promouvoir des recommandations de politiques publiques et des réformes juridiques favorisant la prévention de l'itinérance au Québec. Reconnu pour son expertise en la matière, le RAPSIM a été invité à intégrer plusieurs comités afin de représenter les besoins des personnes en situation d'itinérance ainsi que la vision des organismes communautaires montréalais.

Le RAPSIM à été impliqué dans quatre groupes de travail :

- Co-construction d'un cadre juridique de prévention de l'itinérance – perspective droit au logement (voir la section « Droit au logement » pour plus de détails) ;
- Personnes migrantes : Trois rencontres (voir la section « Personnes migrantes à statut précaire » pour plus de détails) ;
- Groupe de travail sur la prévention de l'itinérance auprès des communautés bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queer et autres personnes de genres et sexualités diverses au Québec (voir la section « Suivi des chantiers du Plan d'action 2022-2025 du RAPSIM » pour plus de détails) ;
- Groupe de travail pour une définition québécoise de la prévention de l'itinérance. L'objectif de ce dernier comité est d'élaborer une définition québécoise de la prévention de l'itinérance, actuellement inexistante. Le groupe œuvre dans une perspective de reconnaissance des facteurs systémiques et structurels de l'itinérance, des droits humains et de l'approche globale. Cinq rencontres ont été tenues à ce jour.

PERSONNES MIGRANTES À STATUT PRÉCAIRE

Le Regroupement des organismes en hébergement pour les personnes migrantes (ROHMI) a récemment célébré son premier anniversaire. Il demeure un partenaire clé avec lequel le RAPSIM collabore étroitement pour défendre les droits des personnes migrantes à statut précaire en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Le RAPSIM a participé à la journée de planification stratégique du ROHMI et siège désormais à son comité plaidoyer. Cette participation est essentielle pour favoriser l'élaboration de revendications communes sur la prévention et la réduction de l'itinérance chez les personnes migrantes.

Au cours de l'année, en collaboration avec le ROHMI et d'autres organismes œuvrant en immigration, nous avons tenu cinq rencontres statutaires avec le PRAIDA (Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile). Ces échanges ont porté sur les enjeux liés à l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile en situation d'itinérance, ainsi que sur les mesures hivernales pour les familles en demande d'asile.

Suite à la dissolution du groupe de travail sur l'itinérance des personnes réfugiées et demandeuses d'asile, piloté par le Service régional en itinérance, le RAPSIM a été invité par le ROHMI et l'Institut SHERPA à intégrer le sous-comité de prévention de l'itinérance auprès des personnes migrantes. Ce comité a tenu trois rencontres au cours de l'année. Son objectif est de dresser une cartographie de l'écosystème des ressources d'aide et d'entraide accessibles aux personnes migrantes, tout en appuyant les travaux des autres comités du CQPI portant sur la prévention de l'itinérance auprès de cette population.

CONFÉRENCE CANADIENNE POUR METTRE FIN À L'ITINÉRANCE

Du 29 au 31 octobre 2024, la Conférence canadienne pour mettre fin à l'itinérance s'est tenue à Ottawa. Le RAPSIM y a participé et a présenté les résultats préliminaires de son projet visant à identifier les stratégies et à mettre en œuvre des pratiques intégrant l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Cette présentation avait pour objectif d'explorer des initiatives transformatrices ainsi que des points de vue critiques sur les différentes facettes de l'itinérance et de l'inclusion. Elle a permis de situer le RAPSIM en tant que regroupement, une forme d'organisation peu répandue ailleurs au Canada, et de mettre en contexte le nombre croissant de ressources non-mixtes dédiées aux femmes sur le territoire montréalais. La présentation a suscité un vif intérêt. Ce fut également une occasion de réseauter avec des groupes tels que The 519 et Street Haven at the Crossroads, également présents lors de l'événement.



CAEH24 - ACMFI24
NATIONAL CONFERENCE ON ENDING HOMELESSNESS
CONFÉRENCE NATIONALE POUR METTRE FIN À L'ITINÉRANCE
OTTAWA OCT 29 - 31

Présentation au CAEH Ottawa 2024



L'an prochain, la conférence se tiendra à Montréal, au Palais des congrès, du 28 au 30 octobre 2025. Le MMFIM, identifié comme organisme hôte, est mandaté par le CAEH pour organiser des activités hors programmation via un comité de coordination auquel le RAPSIM n'a pas été appelé à participer. Le conseil d'administration du RAPSIM a rencontré le MMFIM le 20 février 2025 afin de mieux comprendre son rôle dans l'organisation de cette conférence nationale et d'examiner comment l'expertise des organismes en itinérance membres du regroupement pourrait être mise à contribution.

VISITES ET PARTICIPATIONS DU RAPSIM AUX ACTIVITÉS DES MEMBRES ET DES PARTENAIRES

De avril 2024 à mars 2025, le RAPSIM a activement participé à de nombreux événements, rencontres et initiatives organisés par ses membres et partenaires, consolidant ainsi les liens au sein du réseau et contribuant à la réflexion collective sur l'itinérance et les enjeux sociaux.

Avril 2024

- 11 avril : Portes ouvertes de la Maison Benoît Labre
- 19 avril : Assemblée générale annuelle (AGA) des Valoristes
- 23 avril : Journée SRA du MMFIM
- 25 avril : Lancement du portrait sur l'itinérance du RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal « Les yeux grand ouverts »

Mai 2024

- 9 mai : Conférence « Les milieux de vie en mouvement » de l'AIDQ
- 27 mai : Forum « Agir sur la marginalité des personnes âgées : Des savoirs à l'action » (CRÉGÈS)
- 29 mai : Journées d'étude sur le logement social et communautaire (FOHM)

Juin 2024

- 6 juin : Visites du RESAC, du Pas de la rue (logement et centre de jour), de Passages (logement transitoire) et présentation du rapport de recherche du 3629 de l'Anonyme
- 9 juin : Participation au balado *Regards sur l'itinérance* – épisode « La gravité de l'itinérance »
- 12 juin : AGA de Sidalys
- 20 juin : AGA des Dîners St-Louis

Juillet-Août 2024

- 9 juillet : Carnaval de cirque social avec Cirque Hors Piste
- 8 août : Participation au Festival Présence Autochtone
- 20 août : Consultation de l'OCPM sur le Plan d'urbanisme métropolitain (PUM)
- 22 août : Barbecue de Sidalys

Septembre 2024

- 19 septembre : Inauguration du nouvel autobus de l'Anonyme et visite de Dans la rue
- 25 septembre : AGA de Pact de rue

Octobre - Novembre 2024

- 25 octobre : Visite du CPSM
- 5 novembre : Portes ouvertes du nouveau projet de logement de Logifem
- 5-6 novembre : Participation au colloque « Parce que l'avenir nous habite » du RQOH
- 7 novembre : Lancement du tract « Des logements qui font reculer l'itinérance » de Logmen'occupe à L'Avenue
- 12 novembre : Bal-masqué de la Maison Tangente, célébrant le départ à la retraite de Johanne Cooper, directrice sortante
- 13 novembre : Action nationale du FCPASQ contre la réforme de l'aide sociale
- 19 novembre : 45e anniversaire du Service aux collectivités UQAM
- 22 novembre : 50e anniversaire du Tournant

Décembre 2024 - Mars 2025

- 6 décembre : Visite du Refuge Hochelaga du Cap St-Barnabé
- 5 février : Participation à un panel lors du lancement du numéro « Imaginer une ville des droits humains » de la revue *Droits et libertés*
- 22 mars : Participation à l'épisode 4 « Apprendre à partager » du balado *Maudite Marge* d'En Marge 12-17
- 26 mars : Séance d'information sur la fiducie régionale volontaire

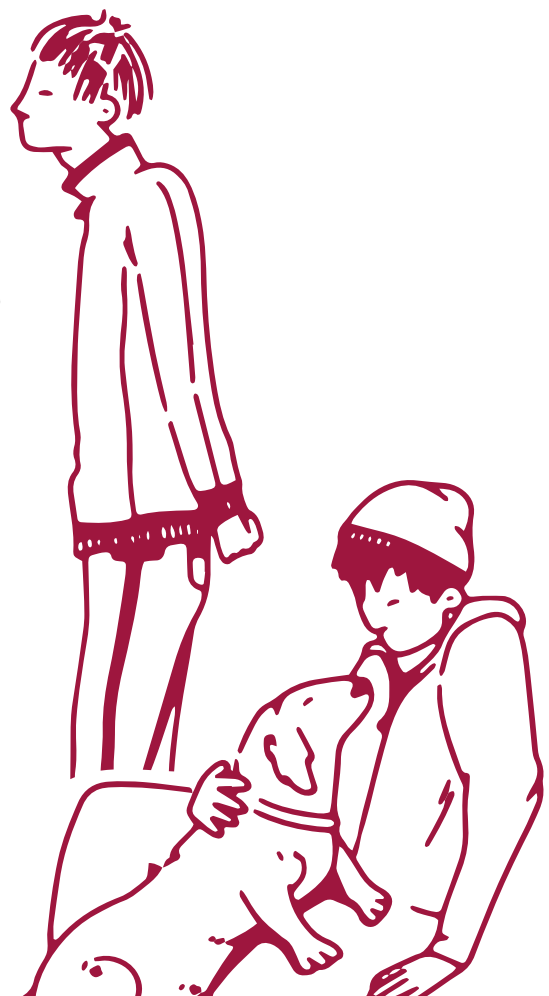


PRÉSENTATIONS OU FORMATIONS DONNÉES PAR LE RAPSIM

- Présentation au colloque Travail social critique, 6 juin 2024
- Présentation à la CoP EUSP (Communauté de pratique en environnements urbains et santé des populations) sur l'intersection du vieillissement et de l'itinérance, 24 octobre 2024
- Présentation à la journée d'échange d'ÉMMIS, 14 janvier 2025
- Présentation co-animée avec le ROHMI, Médecins du Monde et la Clinique des solutions justes au Forum Immigration et action intersectorielle sur la pair-aidance comme une pratique prometteuse pour améliorer l'accès aux soins auprès des personnes migrantes en situation d'itinérance, du 22 au 24 janvier 2025
- Présentation l'itinérance et la Ville dans le cours dans le cadre du cours de maîtrise (droit et sc po) « La ville et les droits humains » à l'UQÀM, 20 mars 2025
- Présentation sur la lutte menée pour la révision des règlements municipaux de la Ville de Montréal lors de l'assemblée de conjoncture sur les élections municipales organisée par la TROVEP, 27 mars 2025

PRÉSENTATIONS OU FORMATIONS SUIVIES PAR LE RAPSIM

- Atelier Dialogues de la chaire GIDD-TRADIS, 11 avril 2024
- Atelier "Soumettre un rapport au comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies : une stratégie à investir", COMRADES, 3 juin 2024
- Webinaire Les villes (non)-féministes, 8 octobre 2024
- Webinaire Les injustices liées à la douleur, 31 janvier 2025
- Webinaire Efficacité des refuges transitoires (Maisons de 2e étape), 21 mars 2025



COMMUNICATIONS

CONFÉRENCES DE PRESSE

Conférence de presse *Le logement ce n'est jamais une question isolée*

Le 27 juin 2024, le RAPSIM a soutenu activement l'organisation et la tenue d'une conférence de presse en collaboration avec le RCLALQ, le RRASMQ et la CMTQ. Lors de cette CP, le PAS de la rue et le Comité logement du Plateau-Mont-Royal, membres du RAPSIM, ont pris la parole. Cette conférence de presse visait à demander au gouvernement du Québec de mettre sur pied un comité transpartisan et interministériel, axé sur les perspectives du communautaire, afin d'adresser la situation de la crise du logement avec des actions structurantes et pérennes.

Manque de places à l'approche de l'hiver

Nous avons organisé le 12 novembre 2024 une conférence de presse afin de dénoncer encore une fois le manque de places d'urgence (refuges, haltes) à l'approche de l'hiver et rappeler encore une fois aux pouvoirs publics que le milieu communautaire ne peut pas être le seul au



front.

Première journée des audiences de l'OCPM et lancement de la Campagne

Le 17 février 2025 marquait le début des audiences de la commission Itinérance et cohabitation sociale à Montréal de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Le RAPSIM a profité de cette occasion pour faire connaître sa position face au mandat donné par la Ville à l'OCPM et informer le grand public de sa campagne « En itinérance, fier.es d'agir ensemble », en solidarité avec les personnes en situation d'itinérance qui sont au centre de cette consultation.

A poster for a press conference. The title 'CONFÉRENCE DE PRESSE' is in large, bold, black letters. Below it, the subtitle 'LE LOGEMENT, CE N'EST JAMAIS UNE QUESTION ISOLÉE' is in smaller, black letters. The date and time '27 juin 2024, 10h' and the location '4450 rue Saint-Hubert, local 600 (Montréal)' are listed. It also mentions 'Il y aura une diffusion en simultané'. At the bottom, there are logos for RAPSIM, RCLALQ, RRASMQ, CMTQ, PAS DE LA RUE, and COALITION MONTRÉAL. The background of the poster shows a black and white photograph of a cityscape with a church spire.

COMMUNICATIONS AUX MEMBRES

Nous avons envoyé un peu plus de trente-cinq *Babillard aux membres* (trente-sept pour être exact), en plus de trente-neuf *Fil de presse* et quarante-huit *Réseau-info* aux membres et non-membres du RAPSIM.

VENTES OU DISTRIBUTION DES PUBLICATIONS DU RAPSIM

Au cours de l'année, une soixantaine de *Répertoires des ressources en hébergement communautaire et en logement social avec soutien* ont été envoyés par la poste à divers partenaires et intervenant-es. De plus, une dizaine d'exemplaires de la deuxième édition de la revue *L'itinérance à Montréal : au-delà des chiffres* ont été distribués, contribuant à faire circuler une lecture critique et approfondie des réalités vécues sur le terrain.

CAMPAGNE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Campagne d'affiche *En itinérance, fier-ères d'agir ensemble !*

Du 10 au 17 février, juste avant les séances d'audition de la consultation publique de l'OCPM, nous avons invité les membres et alliés à afficher leur solidarité avec les groupes en itinérance sur les réseaux sociaux pour la campagne *En itinérance, fier-ères d'agir ensemble !* Nous avons préparé une trousse de mobilisation : bannière Facebook, signature courriel, affiche et visuels partageables.

REVUE DE PRESSE

Lettres ouvertes du RAPSIM

- Un Montréal en manque de solidarité
- Ton voisin qui vit dehors
- « Si tu veux, tu peux ! » ou l'individualisation de l'itinérance
- Chers chroniqueurs et journalistes

Sorties conjointes ou en appui

- Unis contre la haine qui nous divise
- Nous ne laisserons pas les travailleuses du sexe être réduites au silence

Sorties du RAPSIM dans les médias

- Itinérance : « le communautaire ne peut pas être seul au front », s'indigne le RAPSIM
- Montréal « trahit son engagement » sur des règles touchant les itinérants, dénoncent les organismes
- Itinérance à Montréal : « À combien de décès ferons-nous face cet hiver ? »
- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal : un tour de l'itinérance en autobus pour sensibiliser le public
- Itinérance : entre exaspération et intolérance
- Des refuges qui débordent, des organismes épuisés : l'itinérance s'ancre au Québec
- Campement Notre-Dame : Des organismes dénoncent le démantèlement prévu
- L'insécurité dans le métro : « Il ne faut pas laisser nos peurs empiéter sur la raison » -Annie Savage
- Centraide du Grand Montréal : "Itinérance : comment surmonter la crise, ensemble ?"

- Démantèlement de tentes : un campement installé pour soutenir les itinérants
- Itinérance à Montréal : « Ça déborde de tous les côtés »
- Pour un soutien réel aux personnes qui habitent la rue : « CAMPONS » notre indignation vers les vrais responsables
- Itinérance : Un état d'urgence réclamé à Montréal
- Seul(e)s et sans domicile fixe
- « Chaque démantèlement viole les droits de la personne » : des organismes demandent un moratoire
- Interdiction du flânage dans le métro : Itinérance : « Qu'est-ce qu'on fait de ces gens qu'on déplace du métro ? »
- Contexte de « crise humanitaire » : des consultations publiques sur l'itinérance s'amorcent à Montréal
- Jour du « dénombrement » des itinérants : « Arrêtons de les compter, puis commençons à les aider »
- Quand l'itinérance devient un jeu de blâme, où est l'aide réelle ?
- La Société de transport de Montréal serre la vis aux itinérants dans le métro
- Un sursis au démantèlement du campement Notre-Dame
- Dénombrement de l'itinérance « On sait que ça va augmenter »
- Montréal met de côté une révision de ses règlements censée contrer le profilage
- Itinérance : Montréal annule l'appel d'offres pour des « minimaisons »
- Fin le flânage dans le métro « On fait juste déplacer le problème ailleurs »
- Mesures anti-flânage dans le métro : entrevue avec une experte du milieu
- Complexe Desjardins : Baby Shark pour chasser les sans-abri
- Itinérance : Habiter dans le nouveau campement de Montréal à 20 ans
- Montréal veut déplacer le centre de jour de la Maison Benoît-Labre
- Employé mordu, pipes à crack par terre : après le métro, des restaurants rapides ont des airs de refuges pour des sans-abri sans autre solution
- Des intervenants sociaux seront déployés dans tous les arrondissements de Montréal en 2025
- Démantèlement du campement Notre-Dame : Le jeu de ping-pong se poursuit
- La STM critiquée pour la fermeture d'un édicule de la station Atwater durant l'hiver
- Le plan de lutte contre la pauvreté du gouvernement Legault continue d'être dénoncé
- Travaux de « réaménagement » Un parc du centre-ville condamné pour quatre mois
- Montréal s'attend à une hausse de 15% des demandes d'aide au relogement pour le 1er juillet
- Itinérance : Montréal se donne 6 mois pour réfléchir aux campements et centres de jour
- Rosemont : Un projet de refuge pour itinérants dans une ancienne Église sème la discorde
- Pour un métro sanctuaire

